



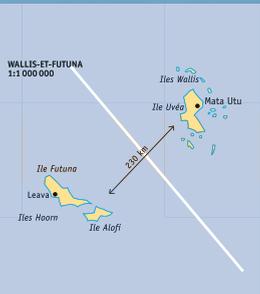
	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003	valeur		pourcentage	
				(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Monnaie fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
<b>Total M1</b>	<b>217 625</b>	<b>224 422</b>	<b>246 200</b>	<b>6 797</b>	<b>21 778</b>	<b>3,1 %</b>	<b>9,7 %</b>
M2 - M1	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	760	368	392		106,6 %
<b>Total M2</b>				<b>3 778</b>	<b>5,4 %</b>	<b>16,5 %</b>	
M3 - M2				<b>2 111</b>	<b>1,2 %</b>	<b>- 14,8 %</b>	
Dépôts				<b>5 144</b>	<b>- 1,9 %</b>	<b>- 14,8 %</b>	



## Bulletin trimestriel

# Conjoncture monétaire et financière

N°141 - Statistiques au 31/12/2009



## Wallis-et-Futuna

**L'Institut d'émission d'outre-mer** est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999 à 1 000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

Sommaire

<b>1. Synthèse</b>	<b>3</b>
<b>2. La masse monétaire et ses contreparties</b>	<b>6</b>
2.1 La masse monétaire	6
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	6
2.3 La circulation fiduciaire	7
<b>3. Les avoirs financiers des agents économiques</b>	<b>8</b>
3.1 Les actifs par agent	8
Les avoirs des ménages	9
Les avoirs des sociétés	10
3.2 Les actifs par nature	11
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>12</b>
4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit	12
L'endettement des ménages	13
L'endettement des entreprises	14
L'endettement des collectivités locales	15
4.2 Les passifs des établissements locaux	16
<b>5. Les engagements bancaires</b>	<b>18</b>
5.1 Les risques sectoriels	18
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité	20
Indicateurs globaux	20
La vulnérabilité des ménages	21
La vulnérabilité des entreprises	22
<b>6. Le financement des crédits bancaires</b>	<b>24</b>
L'équilibre emplois-ressources	24
<b>7. La monétique et les échanges de valeurs</b>	<b>24</b>
7.1 La monétique	24
7.2 Les échanges de valeurs	25
<b>8. Rappel des taux</b>	<b>26</b>
8.1 Les taux d'intérêt légal	26
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	26
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)	26
8.4 Taux de l'usure	27
<b>Annexes</b>	<b>28</b>

### 1. Synthèse

#### *L'évolution conjoncturelle internationale au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009*

Les effets de la crise économique et financière semblent progressivement s'atténuer. Un retour de la croissance a été enregistré depuis le second semestre 2009 dans les principales économies mondiales, mais il demeure timide et fragile. La reprise reste fortement dépendante des politiques publiques et plus particulièrement de l'inflexion de leur appui, après les actions massives et concertées de l'année 2009 (plans de relance, baisses des taux directeurs des banques centrales).

Dans la zone euro, l'activité économique a continué de croître modérément sur le dernier trimestre 2009 dans un contexte de stabilité des prix et d'excédent commercial (22,3 milliards d'euros à fin 2009). Mais le marché de l'emploi demeure tendu et les prêts bancaires au secteur privé ont observé une croissance atone sur l'année 2009. L'attention se porte également sur la résorption des déficits budgétaires nationaux, et notamment ceux de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne. Aux Etats-Unis, le plan de relance de 787 milliards de dollars, signé en février 2009, a contribué à sortir le pays de la récession économique mais le chômage se maintient à des niveaux historiquement élevés (9,7 %). En Asie, la menace d'une surchauffe et la formation de bulles spéculatives ont conduit les autorités monétaires

chinoises à opérer pour la 2<sup>ème</sup> fois depuis le début de l'année 2010 un resserrement monétaire.

Les taux directeurs des principales économies mondiales sont demeurés à des niveaux planchers, soit dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 % aux Etats-Unis et à 1 % dans la zone euro. Les décisions de politique monétaire semblent toutefois s'infléchir. Ainsi, pour la première fois depuis le début de la crise, la FED a relevé au cours du mois de février 2010 son taux d'escompte de 0,5 % à 0,75 %. De son côté, le Conseil des gouverneurs de la BCE a annoncé qu'il prendra début mars 2010 des décisions concernant l'opportunité de maintenir des mesures non conventionnelles dans un contexte d'amélioration de la situation sur les marchés financiers.

Le rebond observé sur les grandes places boursières tout au long de l'année 2009 a légèrement fléchi sur le début de l'année 2010. Par ailleurs, l'euro a été exposé à de fortes tensions, sous l'effet de l'ampleur des déficits budgétaires de plusieurs pays de la zone euro. Son cours a atteint ses plus bas niveaux depuis mai 2009, passant sous la barre des 1,35 euro pour un dollar. Le prix du baril de pétrole se maintient à un niveau élevé, autour de 78 dollars dans le courant du mois de février 2010.

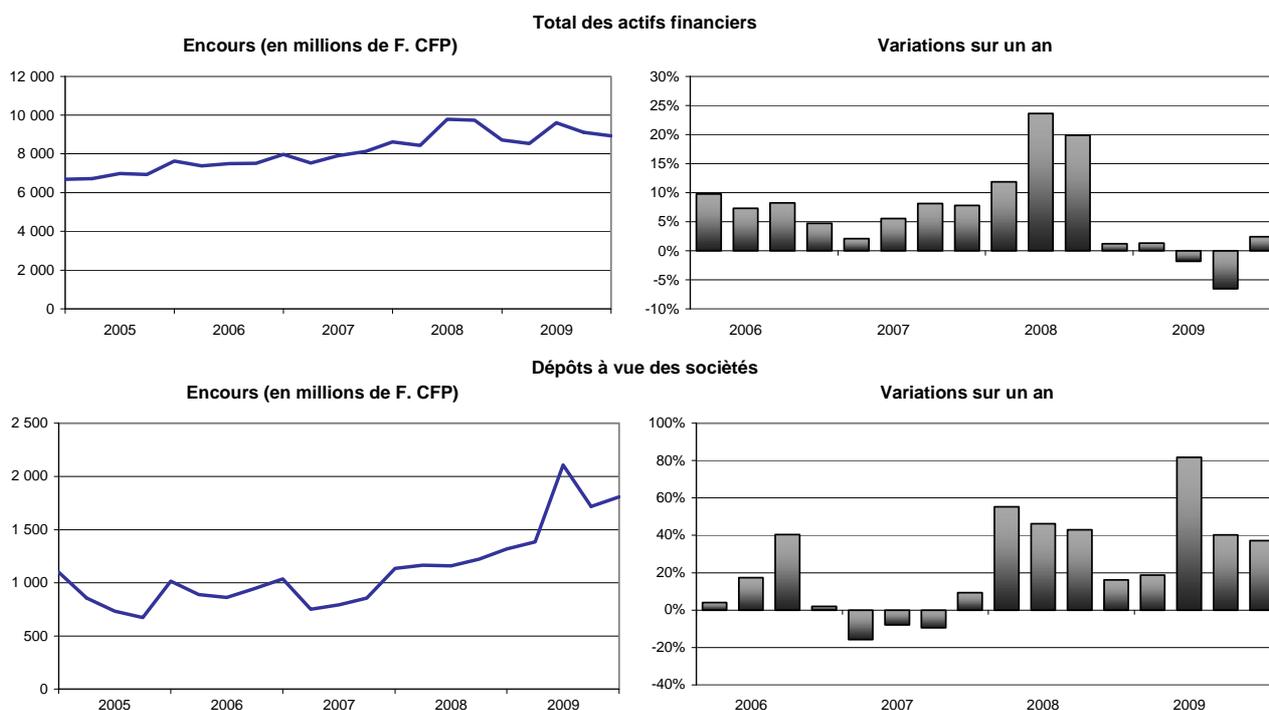
#### *L'évolution conjoncturelle de Wallis-et-Futuna au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009*

*Remarque liminaire : les encours de crédit relevant de la zone démission ont été corrigés depuis 2005 suite à l'intégration de deux crédits d'investissements importants, réaffectés récemment aux déclarations des établissements de crédit locaux auprès de l'IEOM de Mata'Utu.*

#### *Des actifs financiers en baisse sur le trimestre...*

Dans un contexte de conjoncture économique atone, l'ensemble des actifs détenus par les agents économiques du Territoire poursuit sa dégradation au quatrième trimestre avec une baisse de 2 % à 8,9 milliards de F CFP. Les dépôts hors zone d'émission chutent de 4 % à 4,2 milliards sur le trimestre mais progressent de 1 % par rapport à décembre 2008. La collecte des dépôts locaux au 31 décembre 2009 est restée stable à 3,4 milliards par rapport au trimestre précédent, mais elle progresse de 12,6 % sur l'année.

Comme les trois trimestres précédents, les dépôts à terme, dans un contexte de baisse des taux de rémunération, diminuent sensiblement (-7,4 %) au cours de ce trimestre à 664 millions de F CFP. Les ménages sont les plus touchés avec une contraction de leurs comptes à terme de - 52,7 % à 26 millions de F CFP alors que pour les entreprises la baisse enregistrée sur le trimestre est de 6,6 % à 360 millions de F CFP au 31 décembre 2009.



### *L'encours de crédits des agents économiques poursuit sa dégradation*

Avec un encours brut de 3 917 millions de F CFP au 31 décembre 2009, les crédits accordés par les établissements de crédit sont en baisse sur le trimestre (-5,5 %) et sur l'année (-10,4 %). L'encours de crédit sain est également en diminution (-6,5 % sur le trimestre et -13,4 % en glissement annuel) et atteint son niveau le plus bas de l'année. Le taux de créances douteuses est mal orienté avec une hausse de 80 points de base, à 19,2 %, sur le trimestre et atteint son plus mauvais niveau de 2009.

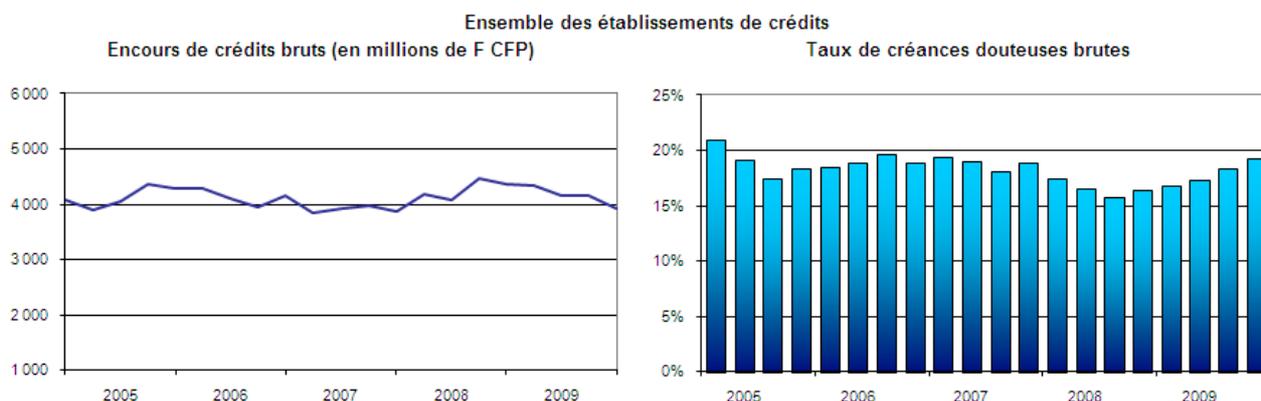
Ce fléchissement de l'encours global de crédit résulte de l'amortissement des concours accordés aux différents agents et insuffisamment compensés par de nouveaux octrois.

L'encours de crédit consenti aux entreprises, essentiellement constitué de crédits

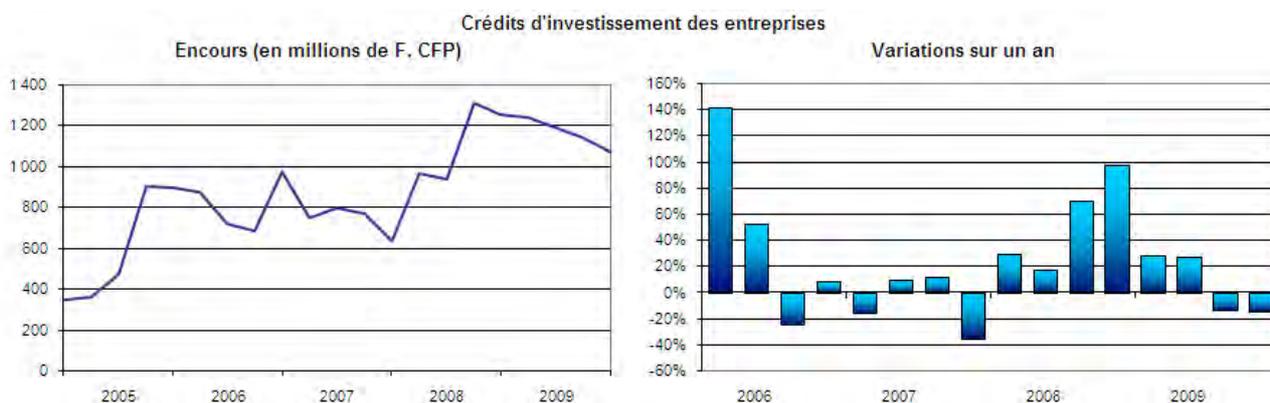
d'investissement, recule de 10,5 % sur le trimestre et de 13,9 % en glissement annuel. Les résultats de l'enquête de conjoncture trimestrielle vont dans le même sens, traduisant la difficulté des entrepreneurs à financer leurs investissements.

L'accès au crédit des ménages se dégrade encore sur la période de 2,9 % et de 12,3 % sur l'année. Les crédits à la consommation diminuent plus fortement ce trimestre avec une évolution de -5,8 %, traduisant les difficultés de financement des ménages.

L'encours de crédit des collectivités locales diminue de 5,6 % sur le trimestre, par l'amortissement des concours accordés et en l'absence de nouveaux octrois depuis 2005.



## Conjoncture financière et bancaire



### La poussée du secteur des services...

Les risques déclarés par les établissements de crédit au 31 décembre 2009 s'élèvent à 4,2 milliards de F CFP, dont 44,6 % dédiés aux particuliers et 10,6 % au secteur non marchand, correspondant aux prêts accordés aux collectivités.

Les crédits d'équipement déclarés fin 2009 dans les secteurs du commerce et des services viennent renforcer le poids de ces secteurs dans la distribution des engagements bancaires, avec respectivement 21 % et 19,5 % des risques déclarés (contre 19,3 % et 11,7 % au trimestre précédent). Le poids des autres secteurs d'activité dans la distribution du crédit est peu significatif.

La répartition des risques par rubrique évolue aussi sur le trimestre du fait de ces 2 déclarations : le poids des crédits à terme dans le total des risques passe de 66,2 à 69 %, tandis que

les crédits à court terme, hors douteux, régressent de 8,2 % à 5,7 %. A noter la progression sur le trimestre des engagements de hors bilan, qui gagnent 58,3 % à 314,9 millions de F CFP.

La qualité des risques portée par les entreprises s'améliore une nouvelle fois sur le trimestre, avec une baisse de 7,2 points à 20,4 %, sous l'effet d'une augmentation de 34,8 % des crédits déclarés aux entreprises, alors que l'encours de crédit douteux reste quasi stable sur le trimestre.

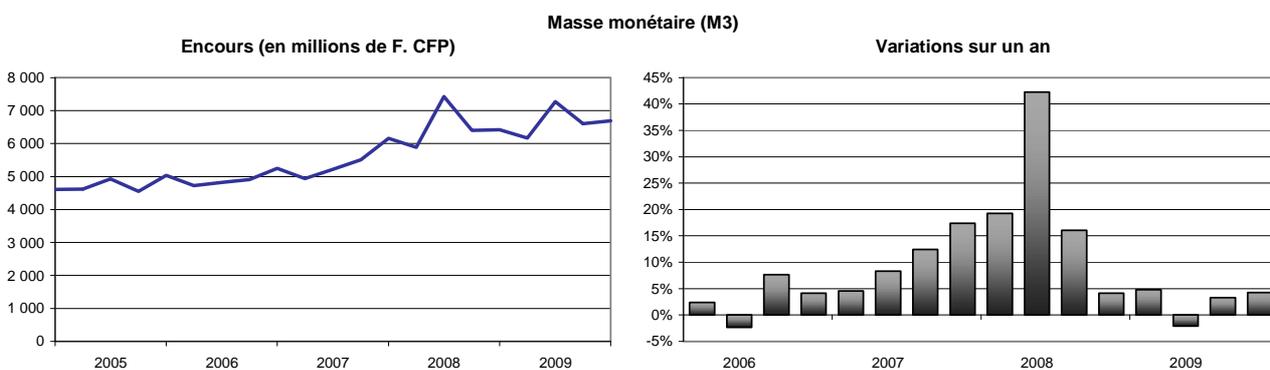
La concentration des risques est relativement importante, les 10 premiers bénéficiaires concentrant 81,3 % des risques déclarés (hors particuliers).

### Augmentation de la masse monétaire

A fin décembre 2009, la masse monétaire M3 enregistre une augmentation en glissement annuel de 4,3 % et une hausse plus légère sur le trimestre de 1,2 %, à 6 687 millions de F CFP. Cette hausse provient de M1 (circulation fiduciaire et dépôts à vue) qui gagne 9,2 % du fait de la hausse des dépôts à vue (12,6 %) ainsi que de

l'agrégat M2-M1 (+12,8 %) portée par le compte sur livret en progression de 60,4%.

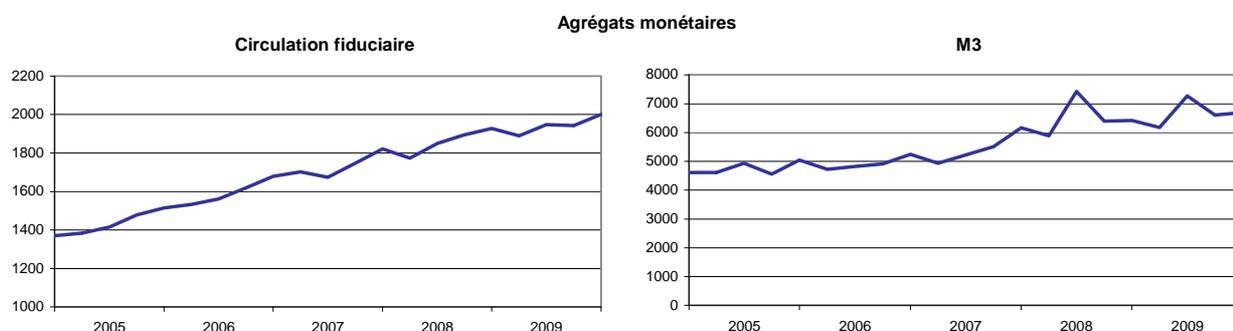
En contrepartie, les avoirs hors zone d'émission augmentent de 20 % sur le trimestre et sur l'année. La position extérieure nette des établissements de crédit poursuit sa hausse (+11,2 % en glissement annuel) et dépasse ainsi les 3 milliards de FCFP.



## 2. La masse monétaire et ses contreparties

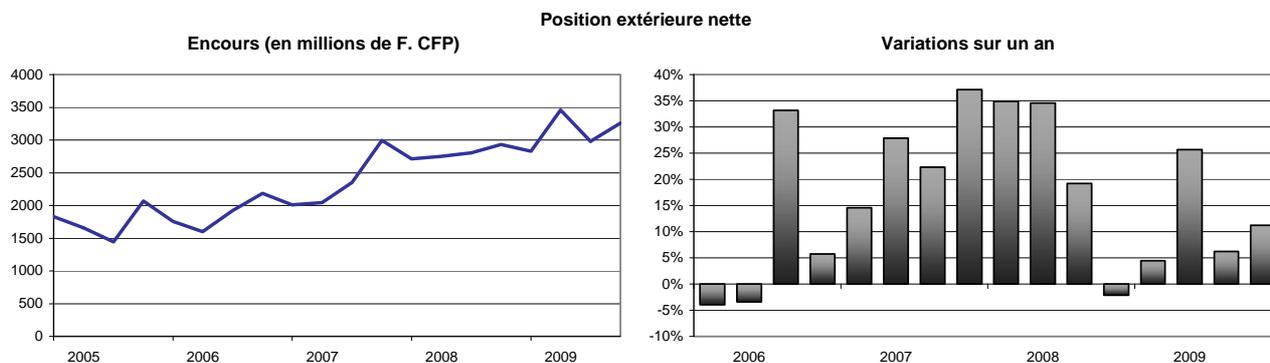
### 2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF								Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 516	1 679	1 822	1 929	1 890	1 949	1 943	2 001	3,0%	3,7%
Billets	1 517	1 680	1 822	1 928	1 891	1 949	1 943	2 000	2,9%	3,8%
Pièces	-1	-1	0	1	0	0	0	1		
Dépôts à vue	2 752	2 608	3 027	3 033	3 013	4 038	3 395	3 416	0,6%	12,6%
<b>TOTAL M1</b>	<b>4 267</b>	<b>4 287</b>	<b>4 849</b>	<b>4 962</b>	<b>4 904</b>	<b>5 986</b>	<b>5 338</b>	<b>5 417</b>	<b>1,5%</b>	<b>9,2%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>289</b>	<b>358</b>	<b>362</b>	<b>380</b>	<b>506</b>	<b>562</b>	<b>551</b>	<b>606</b>	<b>10,0%</b>	<b>59,8%</b>
Comptes sur livrets	280	354	357	376	503	559	548	604	10,1%	60,4%
Comptes épargne logement	8	4	5	3	3	3	3	3		
<b>TOTAL M2</b>	<b>4 556</b>	<b>4 646</b>	<b>5 211</b>	<b>5 341</b>	<b>5 410</b>	<b>6 548</b>	<b>5 890</b>	<b>6 023</b>	<b>2,3%</b>	<b>12,8%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>482</b>	<b>601</b>	<b>945</b>	<b>1 072</b>	<b>764</b>	<b>722</b>	<b>717</b>	<b>664</b>	<b>-7,4%</b>	<b>-38,1%</b>
Dépôts à terme	482	601	945	1 072	764	722	717	664	-7,4%	-38,1%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Total M3</b>	<b>5 038</b>	<b>5 247</b>	<b>6 156</b>	<b>6 414</b>	<b>6 174</b>	<b>7 270</b>	<b>6 607</b>	<b>6 687</b>	<b>1,2%</b>	<b>4,3%</b>
<b>P1</b>										
Plans d'épargne logement										
Autres compte d'épargne à régime spécial										
<b>M3+P1</b>	<b>5 085</b>	<b>5 311</b>	<b>6 252</b>	<b>6 452</b>	<b>6 209</b>	<b>7 305</b>	<b>6 641</b>	<b>6 692</b>	<b>0,8%</b>	<b>3,7%</b>



### 2.2 Les contreparties de la masse monétaire

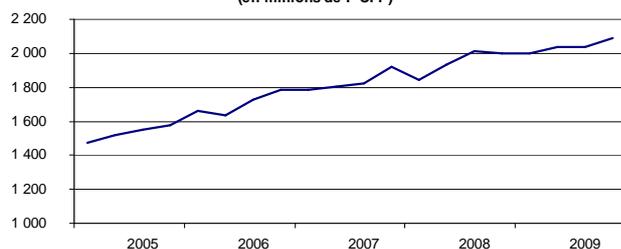
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de F CFP								Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>4 500</b>	<b>5 174</b>	<b>6 208</b>	<b>5 937</b>	<b>6 004</b>	<b>6 740</b>	<b>5 951</b>	<b>7 135</b>	<b>19,9%</b>	<b>20,2%</b>
Institut d'émission	2 050	2 752	2 971	2 761	2 924	3 021	2 711	3 609	33,1%	30,7%
Etablissements de crédit	2 451	2 422	3 238	3 176	3 081	3 719	3 240	3 525	8,8%	11,0%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>759</b>	<b>696</b>	<b>616</b>	<b>761</b>	<b>556</b>	<b>856</b>	<b>733</b>	<b>689</b>	<b>-6,0%</b>	<b>-9,4%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>-222</b>	<b>-624</b>	<b>-668</b>	<b>-286</b>	<b>-386</b>	<b>-326</b>	<b>-77</b>	<b>-1 136</b>	<b>1367,1%</b>	<b>297,8%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 264	1 263	1 417	1 457	1 494	1 441	1 502	1 362	-9,3%	-6,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 487	1 887	2 084	1 743	1 880	1 767	1 579	2 498	58,2%	43,3%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	553	577	596	603	606	610	639	619	-3,1%	2,8%
Provisions sur créances douteuses	101	105	99	93	90	90	89	95	6,1%	1,5%
Engagements hors zone d'émission	384	236	241	245	248	261	261	266	1,8%	8,6%
Epargne contractuelle	48	64	95	39	35	35	35	5	-86,1%	-87,6%
Divers	401	904	1 053	763	902	771	555	1 513	172,6%	98,4%
<b>Total M3</b>	<b>5 037</b>	<b>5 247</b>	<b>6 156</b>	<b>6 412</b>	<b>6 174</b>	<b>7 270</b>	<b>6 607</b>	<b>6 687</b>	<b>1,2%</b>	<b>4,3%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>2 067</b>	<b>2 186</b>	<b>2 996</b>	<b>2 931</b>	<b>2 833</b>	<b>3 458</b>	<b>2 979</b>	<b>3 260</b>	<b>9,4%</b>	<b>11,2%</b>



# Conjoncture financière et bancaire

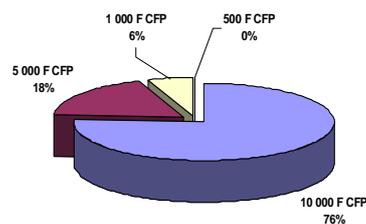
## 2.3 La circulation fiduciaire

Evolution trimestrielle de l'émission nette de billets en valeur  
(en millions de F CFP)



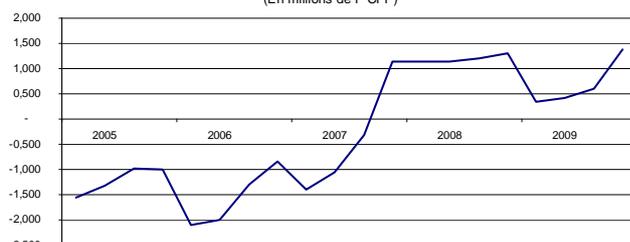
Source: IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin décembre 2009



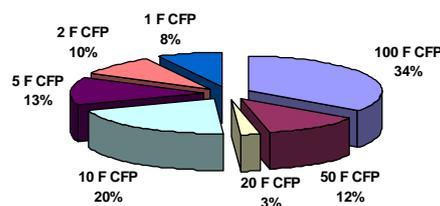
Emissions de billets									Variations	
	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	2 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>256 207</b>	<b>289 570</b>	<b>327 439</b>	<b>329 074</b>	<b>332 254</b>	<b>343 869</b>	<b>342 634</b>	<b>354 836</b>	3,6%	7,8%
10 000 F CFP	126 746	140 807	148 262	156 621	155 323	157 922	156 191	158 491	1,5%	1,2%
5 000 F CFP	44 475	56 720	66 346	66 186	67 803	69 725	73 239	77 257	5,5%	16,7%
1 000 F CFP	86 491	92 110	105 621	103 495	104 958	109 724	108 794	114 968	5,7%	11,1%
500 F CFP	- 1 505 -	67	7 210	2 772	4 170	6 498	4 410	4 120	-6,6%	48,6%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1 576</b>	<b>1 784</b>	<b>1 924</b>	<b>2 002</b>	<b>1 999</b>	<b>2 041</b>	<b>2 039</b>	<b>2 088</b>	2,4%	4,3%
10 000 F CFP	1 267	1 408	1 483	1 566	1 553	1 579	1 562	1 585	1,5%	1,2%
5 000 F CFP	222	284	332	331	339	349	366	386	5,5%	16,6%
1 000 F CFP	86	92	106	103	105	110	109	115	5,5%	11,1%
500 F CFP	- 1 -	0	4	1	2	3	2	2	0,0%	44,3%

Evolution trimestrielle de l'émission nette de pièces en valeur  
(En millions de F CFP)



Source: IEOM

Répartition par coupure de l'émission nette de pièces CFP à fin décembre 2009



Source: IEOM

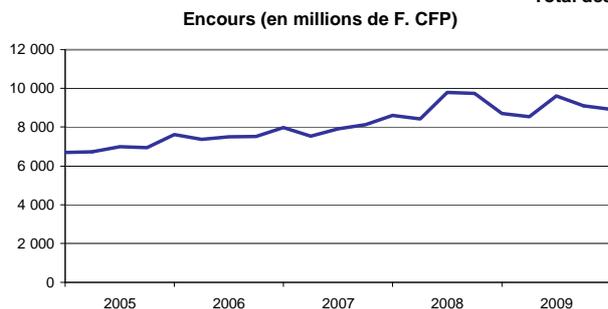
Emissions de pièces									Variations	
	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	2 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>617 329</b>	<b>670 065</b>	<b>794 636</b>	<b>872 872</b>	<b>855 141</b>	<b>874 346</b>	<b>890 096</b>	<b>926 046</b>	4,0%	6,1%
100 F CFP	- 28 729 -	27 203	- 17 439 -	17 879	- 24 659 -	24 615	- 24 365 -	18 882	-22,5%	5,6%
50 F CFP	9 136	6 644	15 648	12 390	9 390	9 638	11 138	12 629	13,4%	1,9%
20 F CFP	- 14 160 -	18 159	- 11 155 -	7 405	- 12 914 -	11 670	- 11 170 -	8 453	-24,3%	14,2%
10 F CFP	65 271	76 268	94 768	108 767	106 217	106 210	109 210	112 692	3,2%	3,6%
5 F CFP	65 268	78 468	107 263	128 455	127 604	132 792	136 792	141 575	3,5%	10,2%
2 F CFP	194 265	208 773	229 277	246 271	246 247	250 742	254 242	262 242	3,1%	6,5%
1 F CFP	326 278	345 274	376 274	402 273	403 256	411 249	414 249	424 243	2,4%	5,5%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1,005</b>	<b>0,833</b>	<b>1,134</b>	<b>1,308</b>	<b>0,341</b>	<b>0,426</b>	<b>0,596</b>	<b>1,387</b>	132,7%	6,0%
100 F CFP	- 2,873 -	2,720	- 1,744 -	1,788	- 2,466 -	2,461	- 2,436 -	1,888	-22,5%	5,6%
50 F CFP	0,457	0,332	0,782	0,620	0,470	0,482	0,557	0,631	13,3%	1,9%
20 F CFP	- 0,283 -	0,363	- 0,223 -	0,148	- 0,258 -	0,233	- 0,223 -	0,139	-37,7%	-6,1%
10 F CFP	0,653	0,763	0,948	1,088	1,062	1,062	1,092	1,127	3,2%	3,6%
5 F CFP	0,326	0,392	0,536	0,642	0,638	0,664	0,684	0,708	3,5%	10,2%
2 F CFP	0,389	0,418	0,459	0,493	0,492	0,501	0,508	0,524	3,1%	6,4%
1 F CFP	0,326	0,345	0,376	0,402	0,403	0,411	0,414	0,424	2,4%	5,4%

### 3. Les avoirs financiers des agents économiques

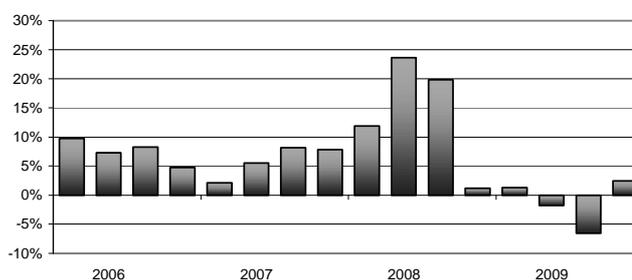
#### 3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de XPF								Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
<b>Sociétés</b>	1 453	1 562	1 848	1 871	1 759	2 574	2 301	2 346	2,0%	25,4%
<b>Dépôts à vue</b>	1 016	1 036	1 133	1 318	1 384	2 108	1 716	1 808	5,4%	37,2%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	207	336	542	430	275	334	407	382	-6,2%	-11,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	207	336	542	430	275	334	407	382	-6,2%	-11,1%
<i>dont comptes à terme</i>	207	336	542	421	265	316	385	360	-6,6%	-14,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0	0	0	9	9	17	23	23	0,0%	145,4%
<i>dont certificats de dépôts</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Epargne à long terme</b>	230	190	173	123	100	133	177	156	-12,0%	26,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	39	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ménages</b>	2 047	2 269	2 819	2 740	2 773	2 882	2 725	2 664	-2,3%	-2,8%
<b>Dépôts à vue</b>	1 292	1 104	1 443	1 128	1 137	1 286	1 116	1 091	-2,2%	-3,2%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	508	545	635	834	896	782	742	718	-3,3%	-14,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	317	406	444	405	529	584	570	589	3,4%	45,3%
<i>Livrets ordinaires</i>	317	406	444	405	529	584	570	589	3,4%	45,3%
<i>Livrets A et bleus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>CODEVI</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	191	139	191	429	368	198	172	129	-25,3%	-70,0%
<i>dont comptes à terme</i>	30	12	136	372	218	126	55	26	-52,7%	-93,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	161	126	55	57	150	73	118	103	-12,7%	79,6%
<b>Epargne à long terme</b>	246	621	741	778	740	814	868	855	-1,4%	9,9%
<i>Plans d'épargne logement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<i>Portefeuille-titres</i>	46	24	20	8	8	12	15	15	0,8%	86,6%
<i>OPCVM non monétaires</i>	116	102	99	44	43	50	58	65	12,9%	47,0%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	83	495	622	726	688	752	795	775	-2,5%	6,8%
<b>Autres agents</b>	4 120	4 150	3 937	4 097	4 003	4 154	4 075	3 909	-4,1%	-4,6%
<b>Dépôts à vue</b>	443	468	450	587	492	644	563	517	-8,2%	-11,9%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	1 300	1 306	1 184	1 195	1 196	1 195	1 197	1 226	2,4%	2,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	18	16	14	12	12	13	16	22	34,5%	85,3%
Placements indexés sur les taux du marché	1 282	1 290	1 170	1 183	1 184	1 183	1 180	1 204	2,0%	1,8%
<i>dont comptes à terme</i>	245	253	267	280	281	280	278	279	0,4%	-0,5%
<b>Epargne à long terme</b>	2 376	2 376	2 303	2 314	2 314	2 314	2 314	2 166	-6,4%	-6,4%
<b>TOTAL</b>	7 619	7 982	8 604	8 707	8 534	9 610	9 101	8 919	-2,0%	2,4%
<b>Dépôts à vue</b>	2 752	2 608	3 027	3 033	3 013	4 038	3 395	3 416	0,6%	12,6%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	2 015	2 187	2 361	2 459	2 367	2 312	2 346	2 326	-0,9%	-5,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	335	422	458	417	541	597	586	611	4,2%	46,4%
Placements indexés sur les taux du marché	1 680	1 765	1 903	2 042	1 826	1 715	1 760	1 714	-2,6%	-16,0%
<b>Epargne à long terme</b>	2 852	3 187	3 217	3 215	3 154	3 261	3 359	3 177	-5,4%	-1,2%

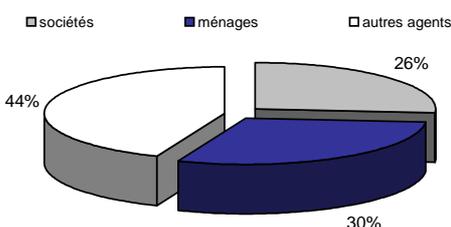
Total des actifs financiers



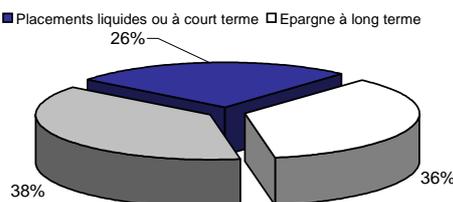
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique déc-09

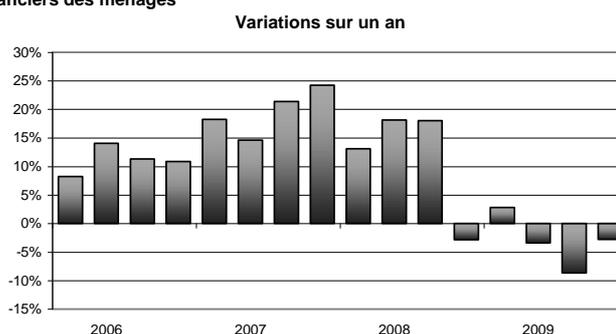


Répartition des actifs financiers par nature déc-09

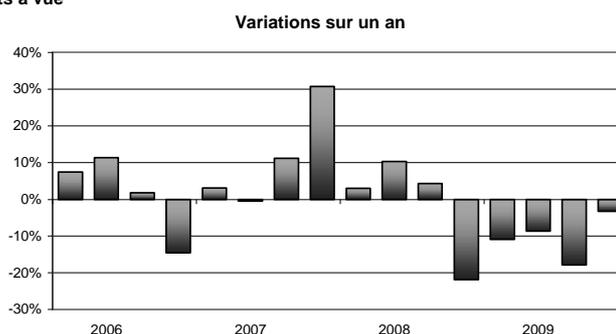
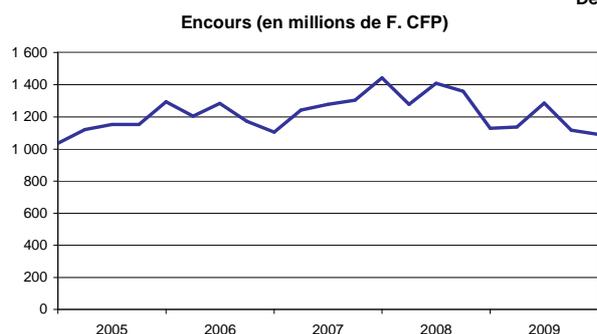


## Les avoirs des ménages

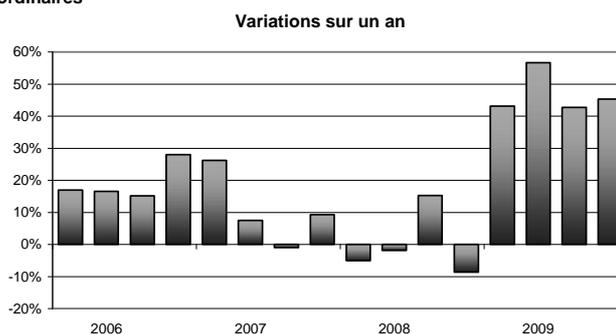
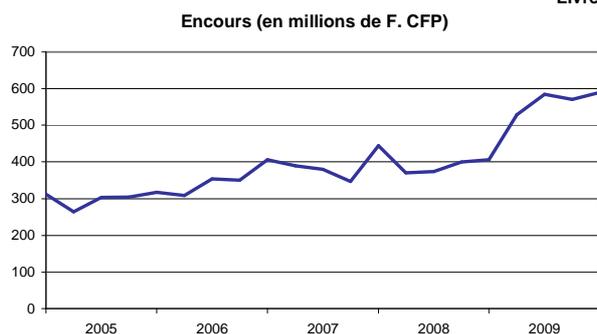
### Total des actifs financiers des ménages



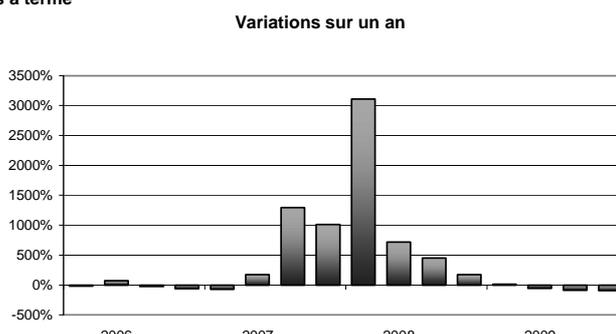
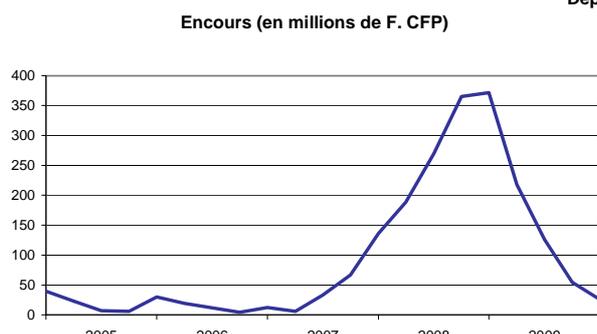
### Dépôts à vue



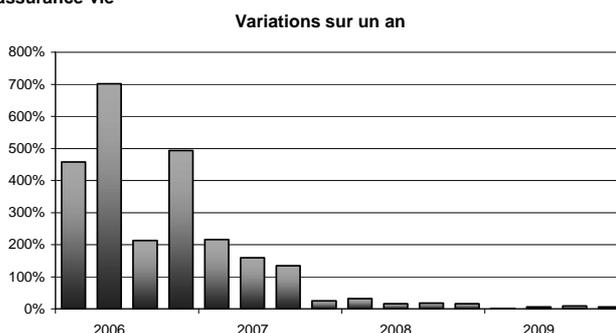
### Livrets ordinaires



### Dépôts à terme

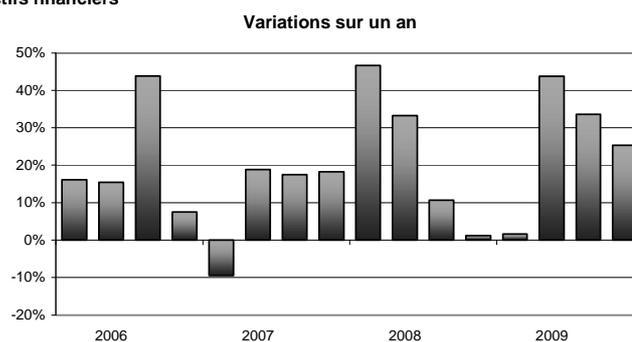
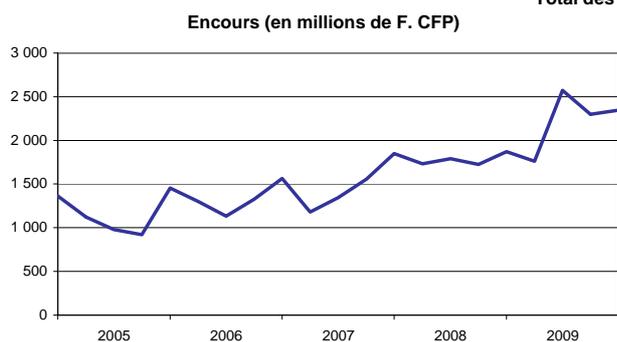


### Contrats d'assurance-vie

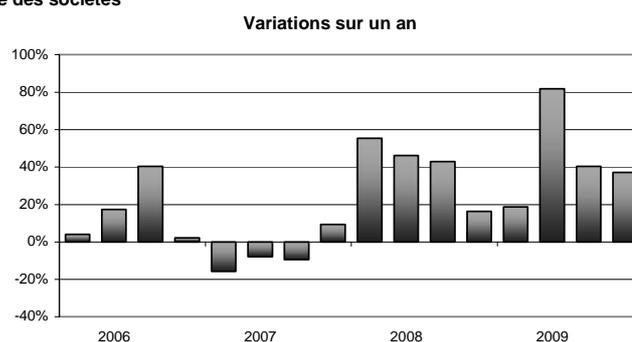
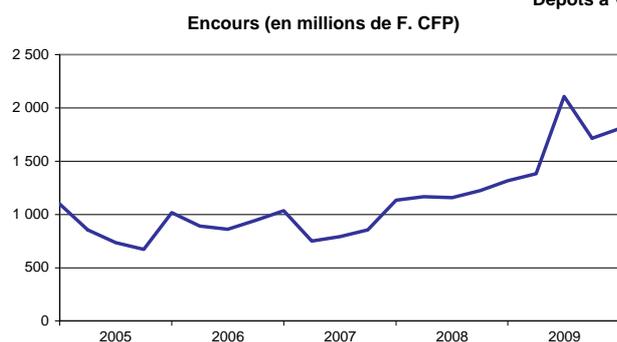


## Les avoirs des sociétés

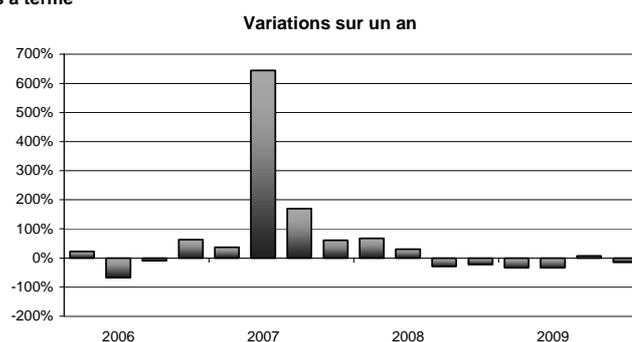
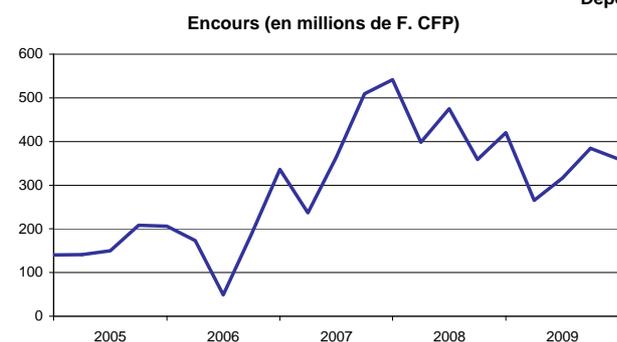
### Total des actifs financiers



### Dépôts à vue des sociétés



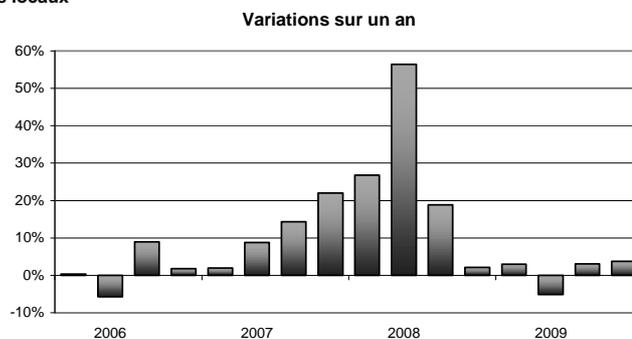
### Dépôts à terme



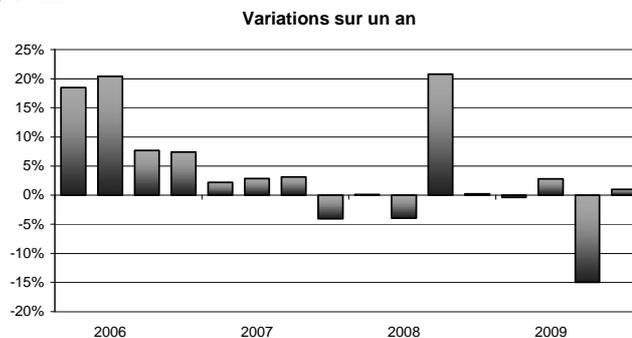
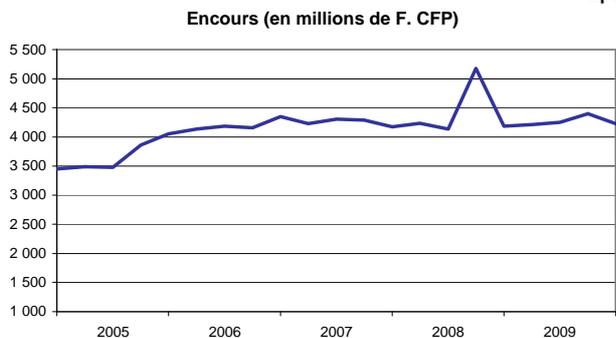
## 3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF								Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	3 569	3 632	4 430	4 523	4 319	5 356	4 698	4 691	-0,1%	3,7%
<b>Dépôts à vue</b>	2 752	2 608	3 027	3 033	3 013	4 038	3 395	3 416	0,6%	12,6%
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	335	422	458	417	541	597	586	611	4,2%	46,4%
Livrets ordinaires	332	422	457	417	540	596	586	610	4,3%	46,5%
Livrets jeunes	0	0	0	0	0	0	0	0		
Livrets d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
CODEVI	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0		
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Dépôts à terme</b>	482	601	945	1 072	764	722	717	664	-7,4%	-38,1%
<b>Bons de caisse</b>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Titres de créances négociables</b>	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Epargne HZE</b>	4 051	4 350	4 175	4 185	4 216	4 254	4 402	4 228	-4,0%	1,0%
Livrets A et bleus	0	0	0	0	0	0	0	0		
Actions	20	24	20	8	8	12	15	15	0,8%	86,6%
Obligations	1 536	1 509	1 385	1 346	1 324	1 356	1 401	1 367	-2,4%	1,6%
OPCVM monétaires	1 198	1 164	958	969	1 062	993	1 043	1 050	0,7%	8,4%
OPCVM non monétaires	1 212	1 159	1 190	1 135	1 134	1 141	1 148	1 020	-11,2%	-10,2%
Contrats d'assurance-vie	83	495	622	726	688	752	795	775	-2,5%	6,8%
<b>TOTAL</b>	<b>7 619</b>	<b>7 982</b>	<b>8 604</b>	<b>8 707</b>	<b>8 534</b>	<b>9 610</b>	<b>9 101</b>	<b>8 919</b>	<b>-2,0%</b>	<b>2,4%</b>

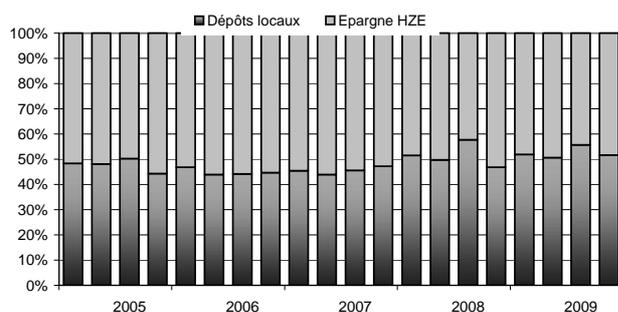
**Dépôts locaux**



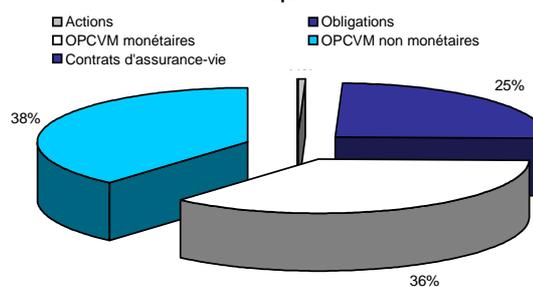
**Epargne HZE**



**Répartition dépôts locaux / épargne HZE**



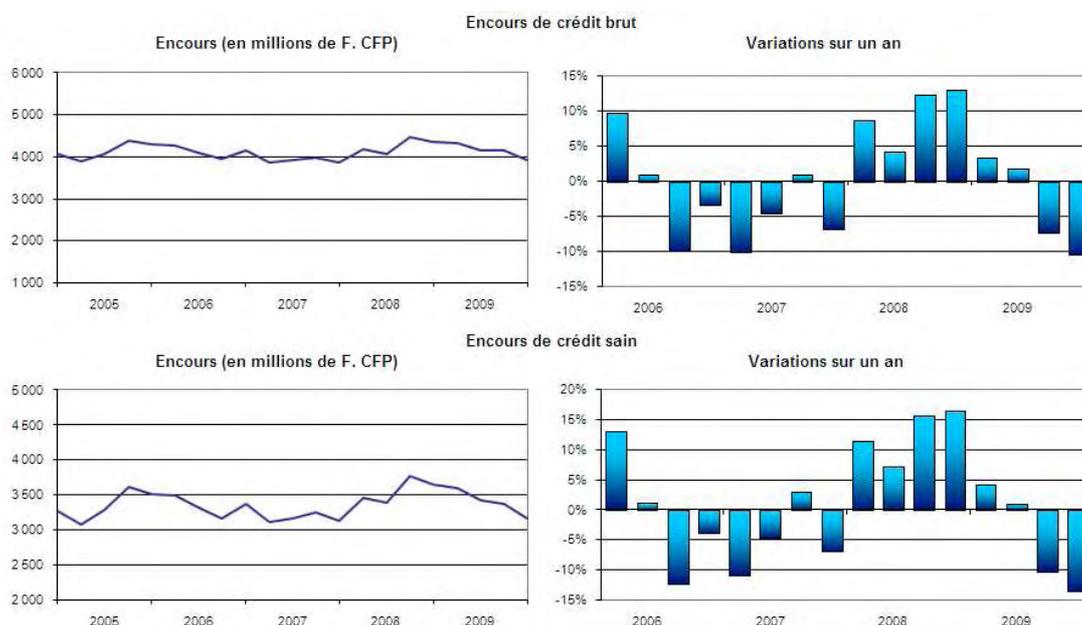
**Répartition de l'épargne HZE sept-09**



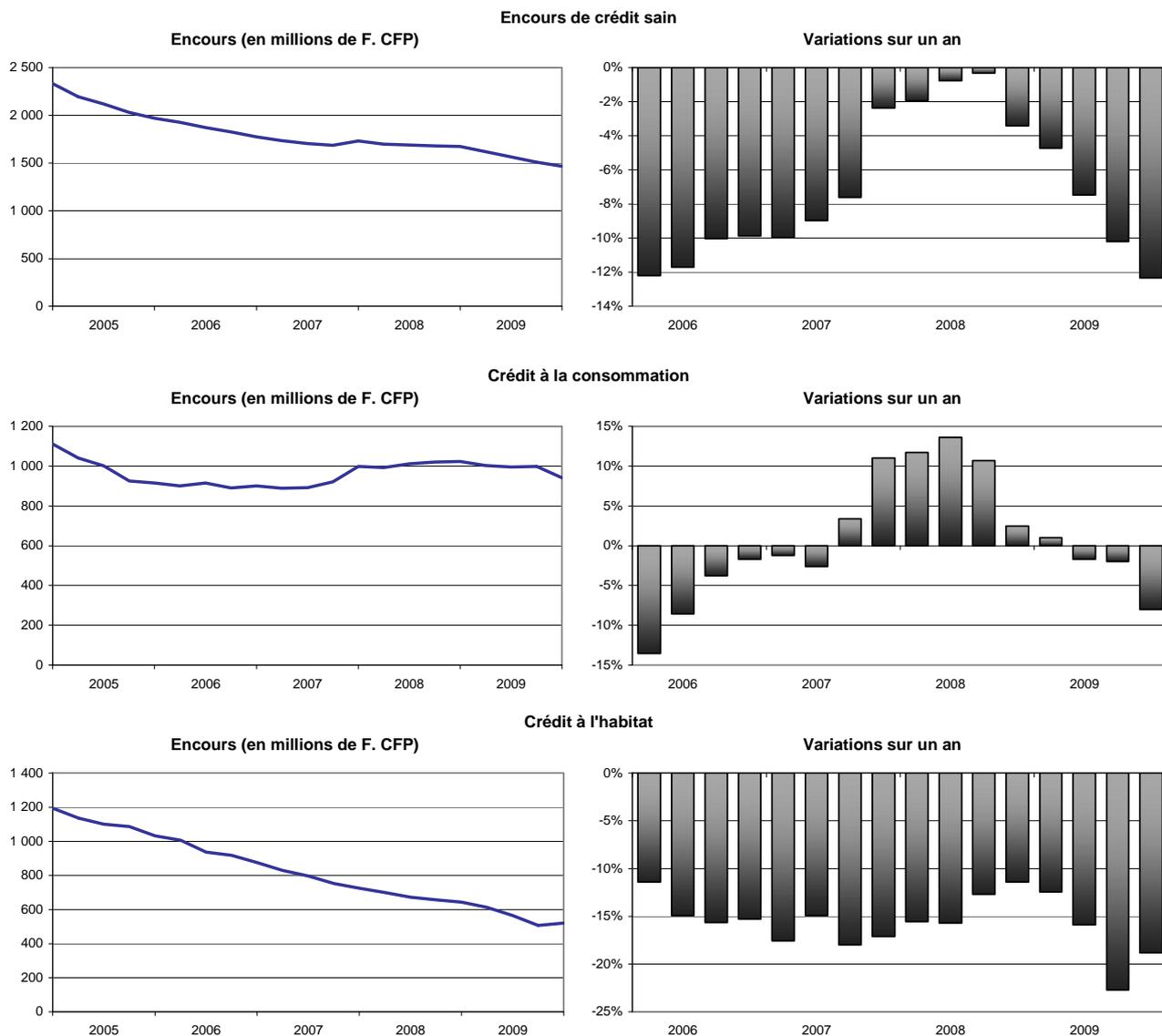
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Les passifs de l'ensemble des établissements de crédit

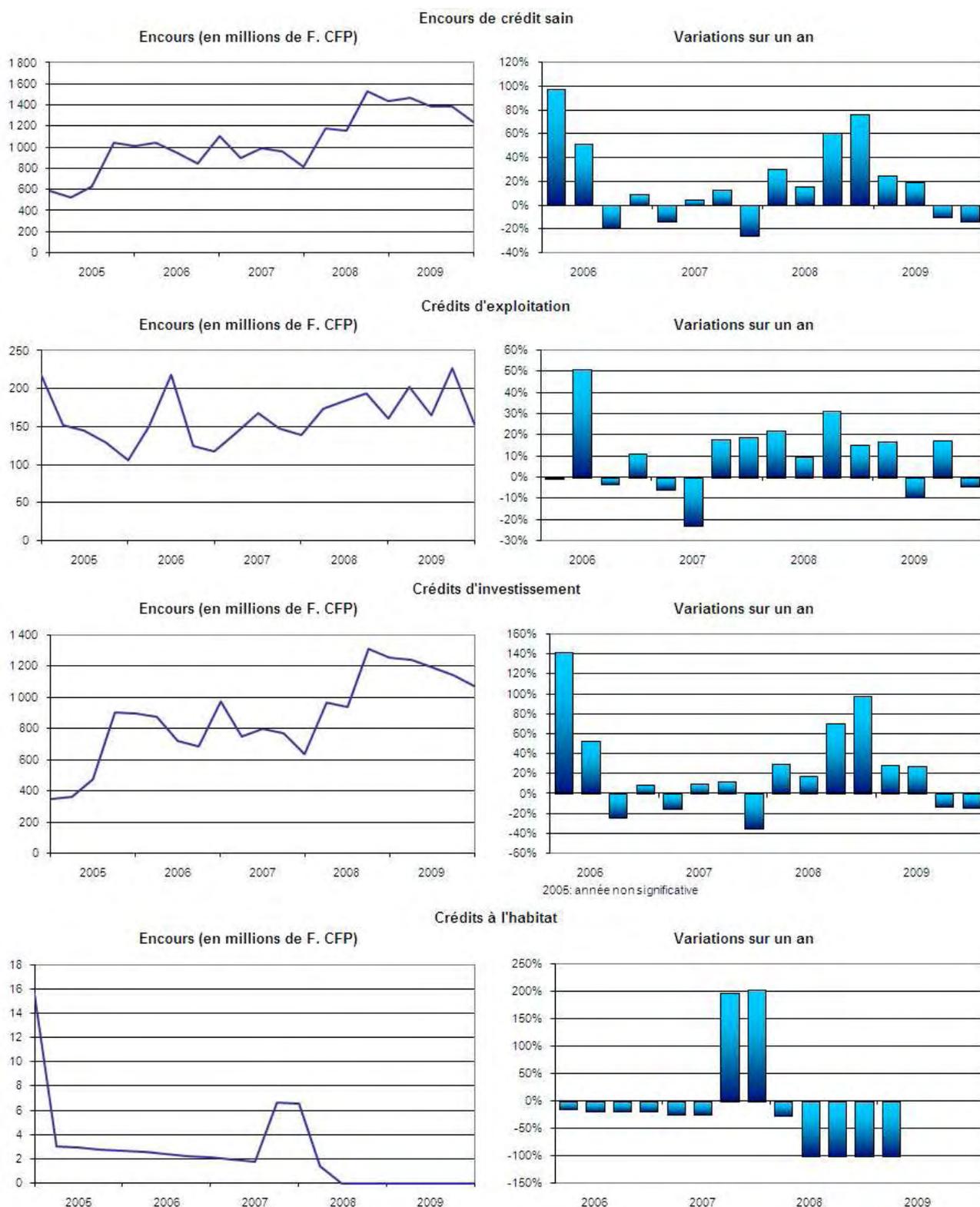
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de X PF								Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>1 015,</b>	<b>1 105,</b>	<b>818,</b>	<b>1 442,</b>	<b>1 466,</b>	<b>1 380,</b>	<b>1 387,</b>	<b>1 241,</b>	<b>-10,5%</b>	<b>-13,9%</b>
Crédits d'exploitation	105	117	139	161	203	166	227	154	-32,4%	-4,2%
Créances commerciales	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	15	18	16	15	13	-11,6%	-13,2%
dont entrepreneurs individuels	0	0	0	0	4	3	2	1	-59,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	105	117	139	146	185	149	213	141	-33,8%	-3,3%
Affecturation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	894	973	633	1254	1239	1193	1140	1070	-6,1%	-14,7%
Crédits à l'équipement	894	973	633	1254	1239	1193	1140	1070	-6,1%	-14,7%
dont entrepreneurs individuels	44	33	34	28	26	24	23	21	-7,5%	-23,9%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	3	2	7	0	0	0	0	0		
Autres crédits	12	13	40	27	24	22	19	17	-11,7%	-36,9%
<b>Ménages</b>	<b>1 969,</b>	<b>1 774,</b>	<b>1 732,</b>	<b>1 673,</b>	<b>1 620,</b>	<b>1 563,</b>	<b>1 510,</b>	<b>1 467,</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-12,3%</b>
Crédits à la consommation	915	900	999	1024	1003	995	999	941	-5,8%	-8,0%
Crédits de trésorerie	889	877	977	1003	981	978	981	925	-5,7%	-7,8%
Comptes ordinaires débiteurs	26	22	22	21	22	17	19	17	-10,4%	-20,8%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	1033	875	725	642	613	565	507	521	2,8%	-18,8%
Autres crédits	21	0	8	7	4	4	4	4	0,0%	-47,4%
<b>Collectivités locales</b>	<b>512,</b>	<b>462,</b>	<b>424,</b>	<b>383,</b>	<b>383,</b>	<b>365,</b>	<b>363,</b>	<b>343,</b>	<b>-5,6%</b>	<b>-10,6%</b>
Crédits d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0		
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	512	462	424	383	383	365	363	343	-5,6%	-10,6%
Crédits à l'équipement	512	462	424	383	383	365	363	343	-5,6%	-10,6%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres crédits	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>9,</b>	<b>26,</b>	<b>162,</b>	<b>155,</b>	<b>136,</b>	<b>123,</b>	<b>124,</b>	<b>113,</b>	<b>-8,7%</b>	<b>-27,3%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>3 505,</b>	<b>3 368,</b>	<b>3 136,</b>	<b>3 653,</b>	<b>3 605,</b>	<b>3 432,</b>	<b>3 383,</b>	<b>3 163,</b>	<b>-6,5%</b>	<b>-13,4%</b>
Créances douteuses brutes	790	782	730	717	732	718	763	754	-1,2%	5,1%
Créances douteuses nettes	457	453	409	419	439	421	471	456	-3,1%	8,8%
dont entreprises	25	34	29	12	14	13	12	6	-50,2%	-49,9%
dont ménages	115	103	97	98	101	96	126	127	0,9%	29,6%
Provisions	419	402	382	402	414	402	422	418	-1,0%	3,8%
<b>Total encours brut</b>	<b>4 296,</b>	<b>4 150,</b>	<b>3 866,</b>	<b>4 370,</b>	<b>4 337,</b>	<b>4 150,</b>	<b>4 146,</b>	<b>3 917,</b>	<b>-5,5%</b>	<b>-10,4%</b>
Taux de créances douteuses	18,4%	18,9%	18,9%	16,4%	16,9%	17,3%	18,4%	19,2%	0,8pt	2,8pt
Taux de provisionnement	53,0%	51,3%	52,3%	56,1%	56,5%	55,9%	55,3%	55,4%	0,1pt	-0,7pt



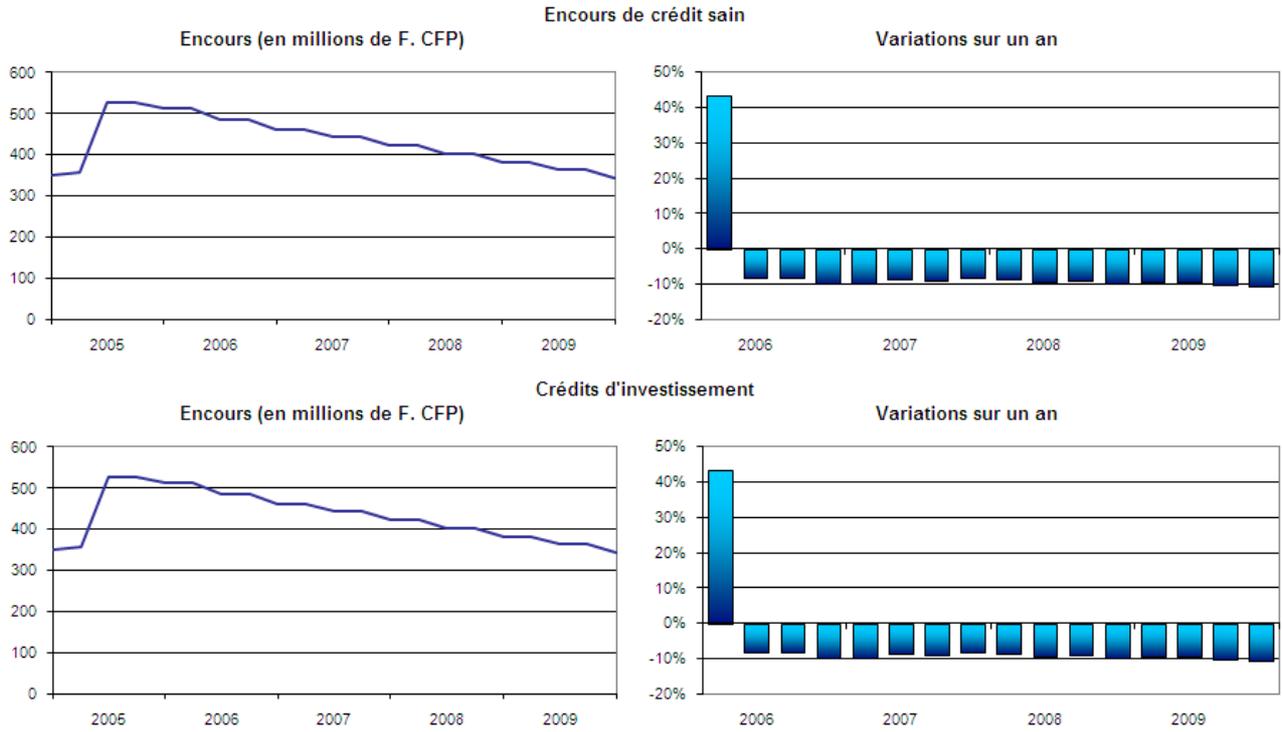
## L'endettement des ménages



## L'endettement des entreprises



## L'endettement des collectivités locales



## Conjoncture financière et bancaire

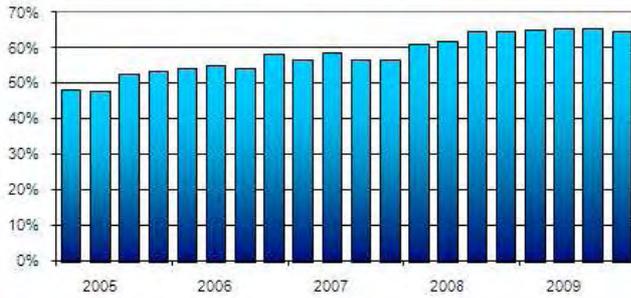
### 4.2 Les passifs des établissements locaux

Les concours des établissements locaux	Montant en millions de XPF								Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc.-09	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>985</b>	<b>1103</b>	<b>811</b>	<b>1418</b>	<b>1456</b>	<b>1358</b>	<b>1367</b>	<b>1235</b>	<b>-9,7%</b>	<b>-12,9%</b>
Crédits d'exploitation	105,	117,	139,	161,	203,	166	227	154	-32,4%	-4,2%
<i>Créances commerciales</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0	0	0		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,	0,	0,	15,	18,	16	15	13	-11,6%	-13,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	0	0	0	0	4	3	2	1	-59,7%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	105,	117,	139,	146,	185,	149	213	141	-33,8%	-3,3%
<i>Affacturage</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0	0	0		
Crédits d'investissement	867,	973,	627,	1 230,	1 229,	1171	1120	1064	-5,0%	-13,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	867,	973,	627,	1 230,	1 229,	1171	1120	1064	-5,0%	-13,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	44	33	29	23	21	20	18	16	-8,8%	-27,4%
<i>Crédit-bail</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0,	0,	5,	0,	0,	0	0	0		
Autres crédits	12,	13,	40,	27,	24,	22	19	17	-11,7%	-36,9%
<b>Ménages</b>	<b>950,</b>	<b>967,</b>	<b>1 062,</b>	<b>1 083,</b>	<b>1 065,</b>	<b>1054</b>	<b>1055</b>	<b>994</b>	<b>-5,8%</b>	<b>-8,2%</b>
Crédits à la consommation	915,	900,	999,	1 024,	1 003,	995	999	941	-5,8%	-8,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	889,	877,	977,	1 003,	981,	978	981	925	-5,7%	-7,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	26,	22,	22,	21,	22,	17	19	17	-10,4%	-20,8%
<i>Crédit-bail</i>	0,	0,	0,	0,	0,	0	0	0		
<i>Crédits à l'habitat</i>	35,	67,	63,	60,	62,	59	56	53	-5,2%	-11,2%
Autres crédits	0,	0,	0,	0,	0,	0	0	0		
<b>Collectivités locales</b>	<b>0,</b>	<b>0,</b>	<b>0,</b>	<b>0,</b>	<b>0,</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
Crédits d'exploitation	0,	0,	0,		0,	0	0	0		
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,	0,	0,		0,	0	0	0		
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,	0,	0,		0,	0	0	0		
Crédits d'investissement	0,	0,	0,		0,	0	0	0		
<i>Crédits à l'équipement</i>	0,	0,	0,		0,	0	0	0		
<i>Crédit-bail</i>	0,	0,	0,		0,	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0,	0,	0,		0,	0	0	0		
Autres crédits	0,	0,	0,		0,	0	0	0		
<b>Autres agents et CCB non ventilés</b>	<b>9,</b>	<b>8,</b>	<b>6,</b>	<b>24,</b>	<b>5,</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>36,0%</b>	<b>-73,5%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>1944</b>	<b>2078</b>	<b>1880</b>	<b>2525</b>	<b>2525</b>	<b>2417</b>	<b>2427</b>	<b>2236</b>	<b>-7,9%</b>	<b>-11,5%</b>
Créances douteuses brutes	351,	338,	321,	298,	296,	303	300	300	0,1%	0,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	18,	9,	0,	0,	3,	6	9	3	-61,6%	704,2%
<i>dont entreprises</i>	2	1	0	0	0	0	0	0	-100,0%	
<i>dont ménages</i>	16	8	0	0	3	6	8	3	-60,0%	704,2%
<i>Provisions</i>	101,	105,	99,	93,	90,	90	89	95	6,1%	1,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>2 295,</b>	<b>2 416,</b>	<b>2 201,</b>	<b>2 823,</b>	<b>2 821,</b>	<b>2 720,</b>	<b>2 727,</b>	<b>2 536,</b>	<b>-7,0%</b>	<b>-10,2%</b>
Taux de créances douteuses	15,3%	14,0%	14,6%	10,5%	10,5%	11,2%	11,0%	11,8%	0,8pt	1,3pt
Taux de provisionnement	28,8%	31,1%	30,7%	31,3%	30,3%	29,7%	29,7%	31,5%	1,8pt	0,2pt

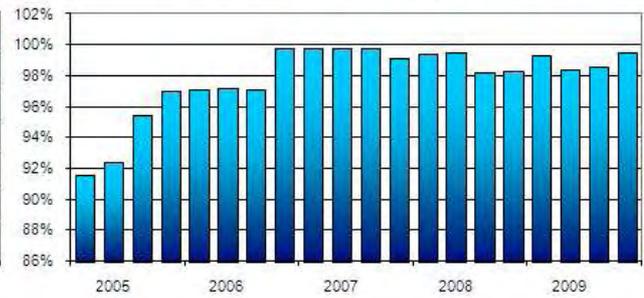
## Conjoncture financière et bancaire

### Parts de marché des établissements installés localement

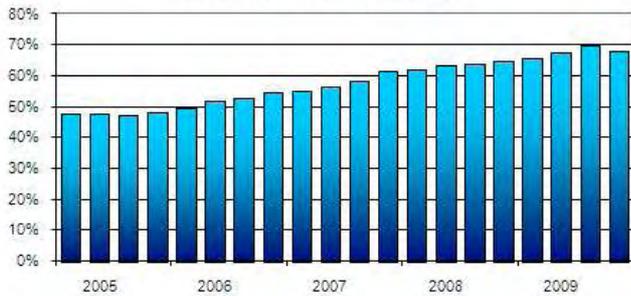
Encours de crédit brut total



Encours de crédit aux entreprises



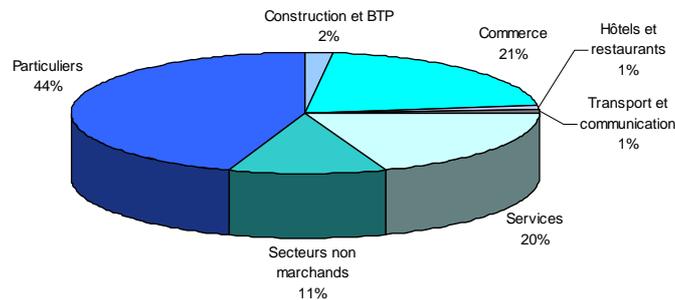
Encours de crédit aux ménages



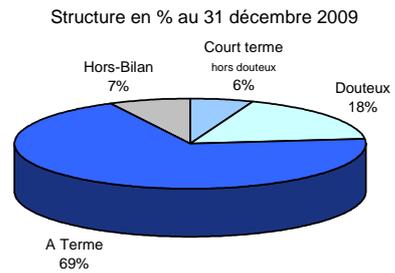
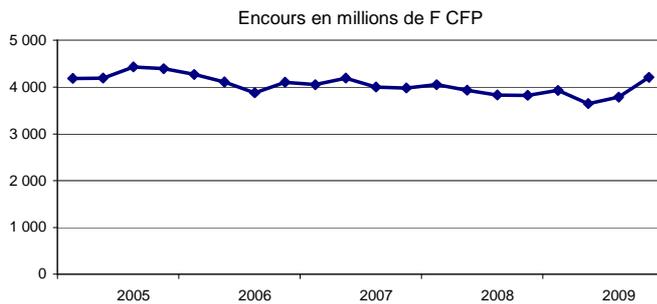
5. Les engagements bancaires

5.1 Les risques sectoriels

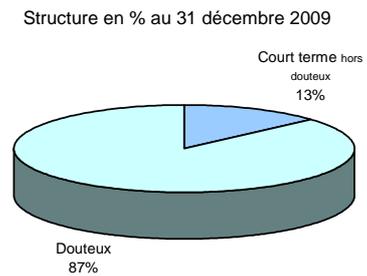
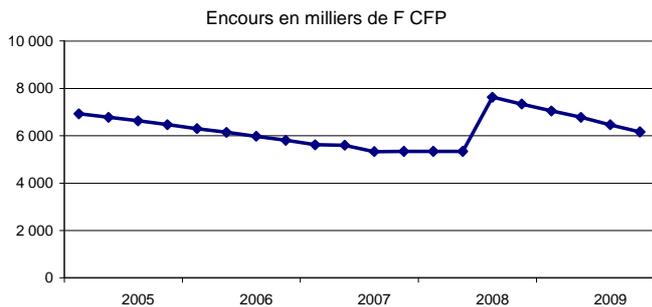
Répartition des risques sectoriels au 31 décembre 2009



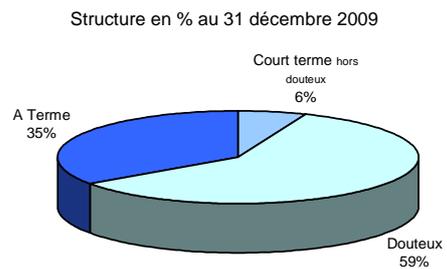
Evolution globale des risques déclarés au SCR (avec particuliers)



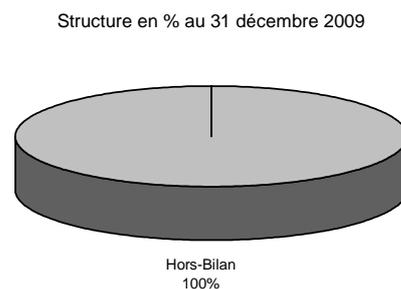
Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



Industries



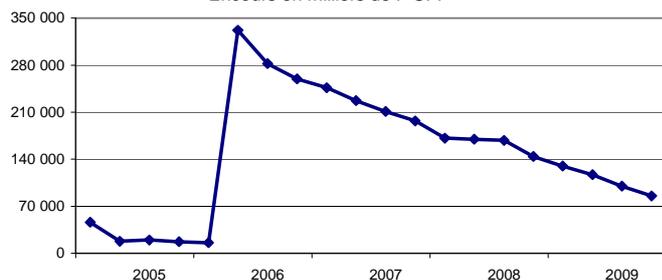
Production d'électricité, d'eau et de gaz



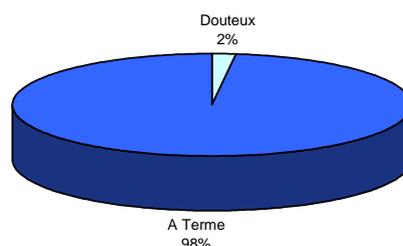
# Conjoncture financière et bancaire

## Construction et BTP

Encours en milliers de F CFP

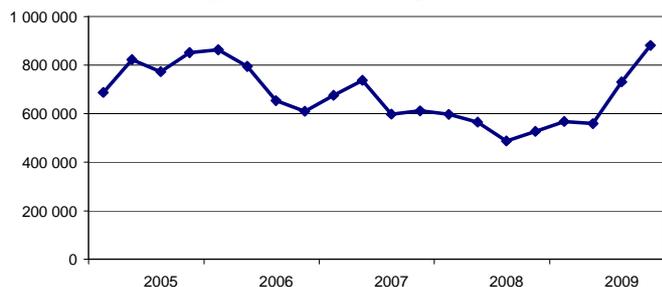


Structure en % au 31 décembre 2009

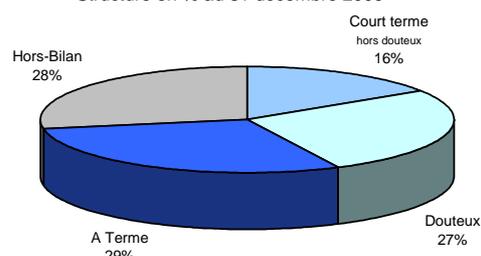


## Commerce

Encours en milliers de F CFP

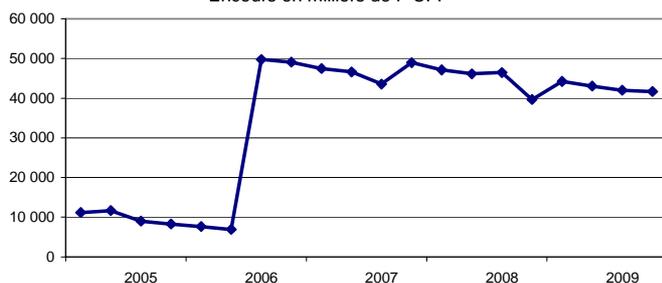


Structure en % au 31 décembre 2009

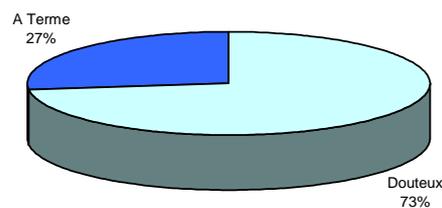


## Hôtels et restaurants

Encours en milliers de F CFP

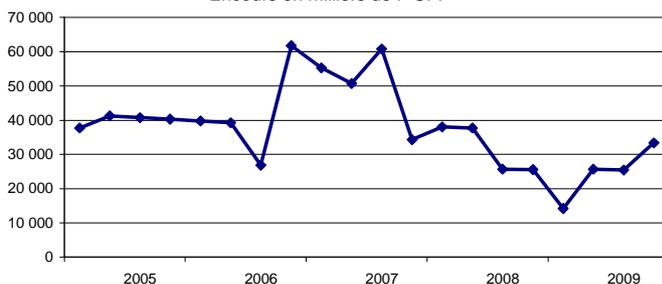


Structure en % au 31 décembre 2009

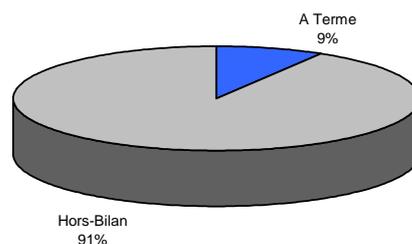


## Transport et communication

Encours en milliers de F CFP

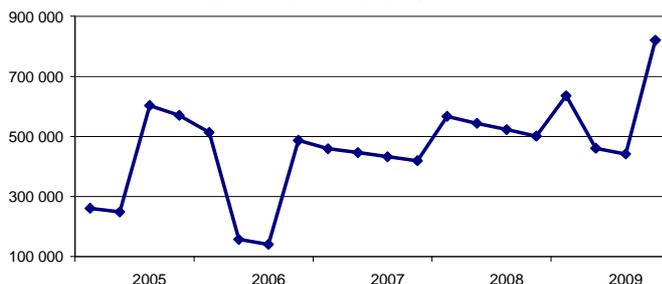


Structure en % au 31 décembre 2009

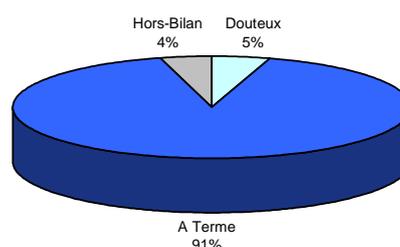


## Services

Encours en milliers de F CFP



Structure en % au 31 décembre 2009

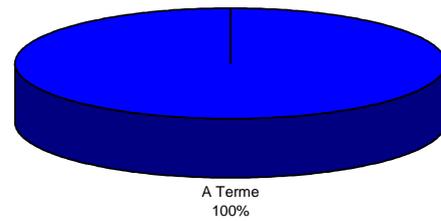


# Conjoncture financière et bancaire

## Secteurs non marchands



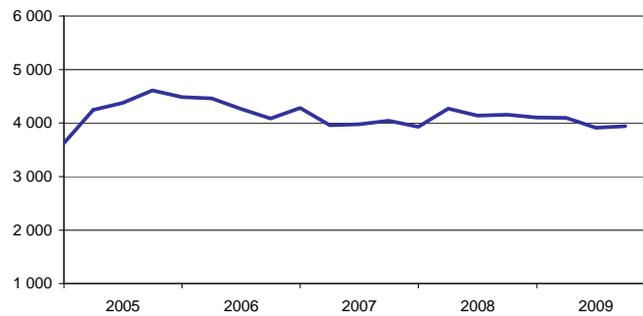
Structure en % au 31 décembre 2009



## 5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

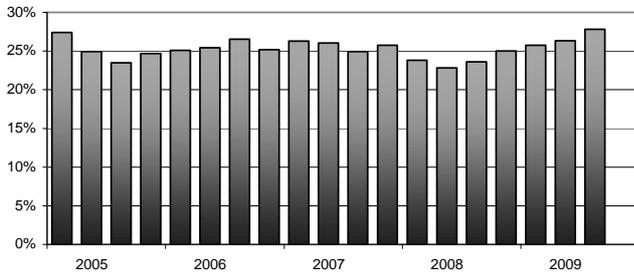
### Indicateurs globaux

Encours de crédits bruts (en millions de F. CFP)

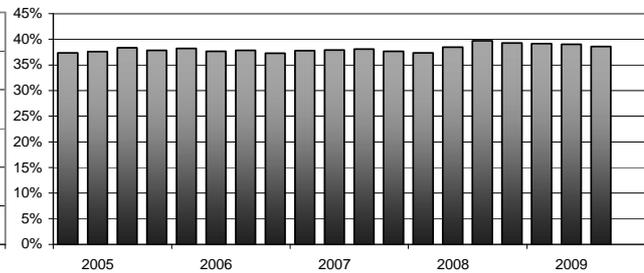


Ensemble des établissements de crédit

Taux de créances douteuses



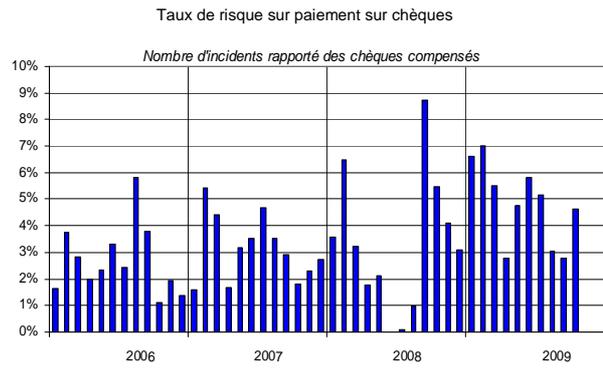
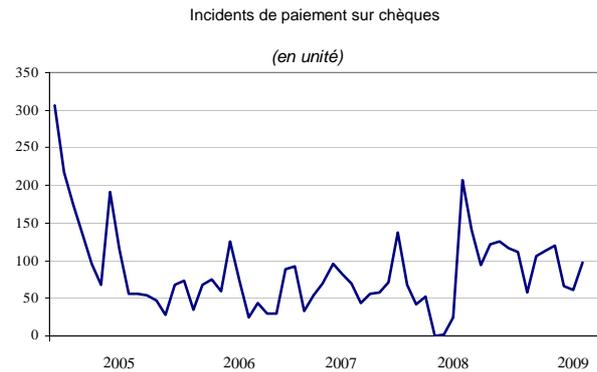
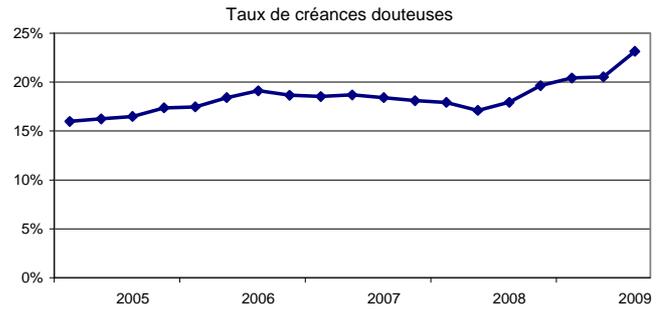
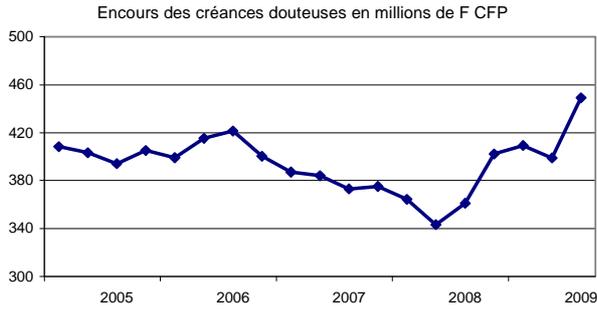
Taux de provisionnement



# Conjoncture financière et bancaire

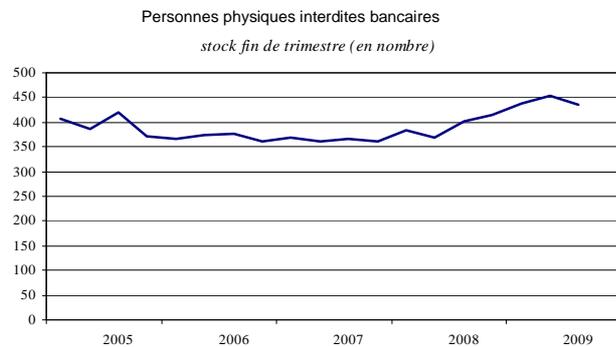
## La vulnérabilité des ménages

### Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR

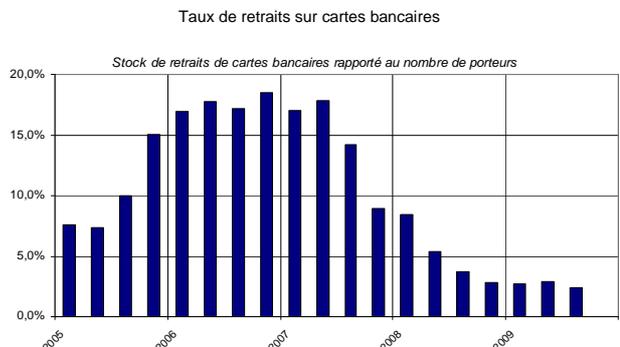


Source : IEOM

Source : IEOM



Source : IEOM

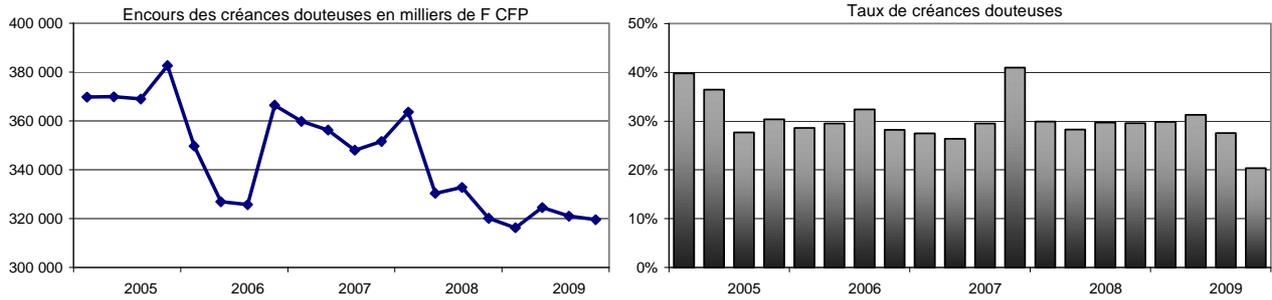


Source : IEOM

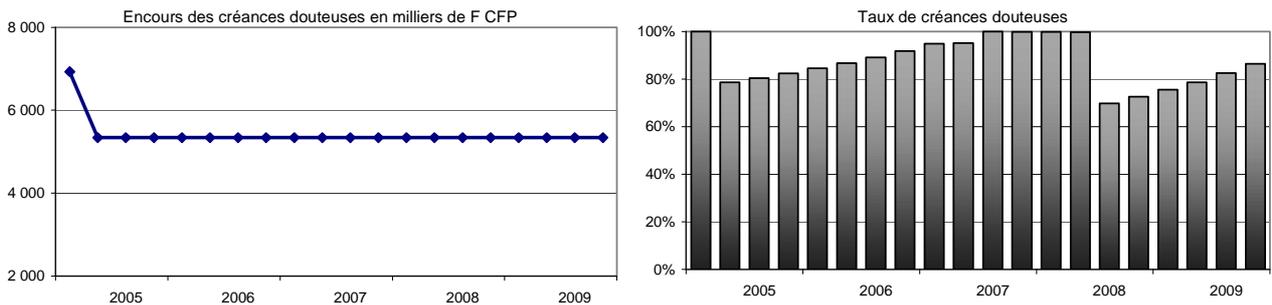
# Conjoncture financière et bancaire

## La vulnérabilité des entreprises

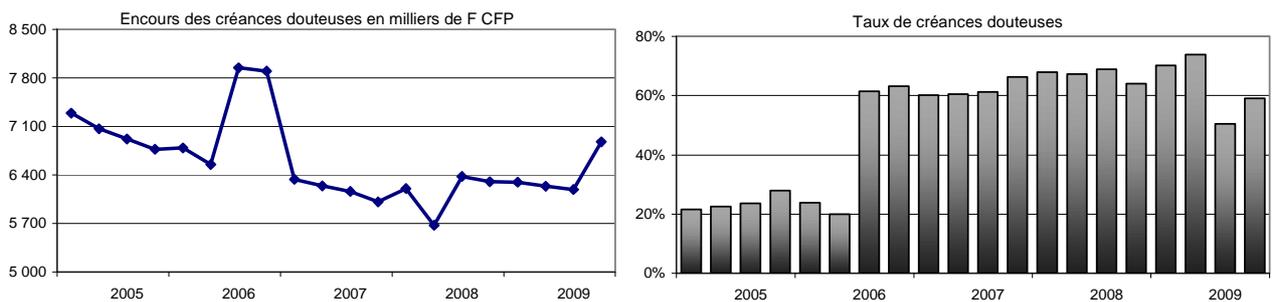
### Taux de créances douteuses brutes déclarés au SCR



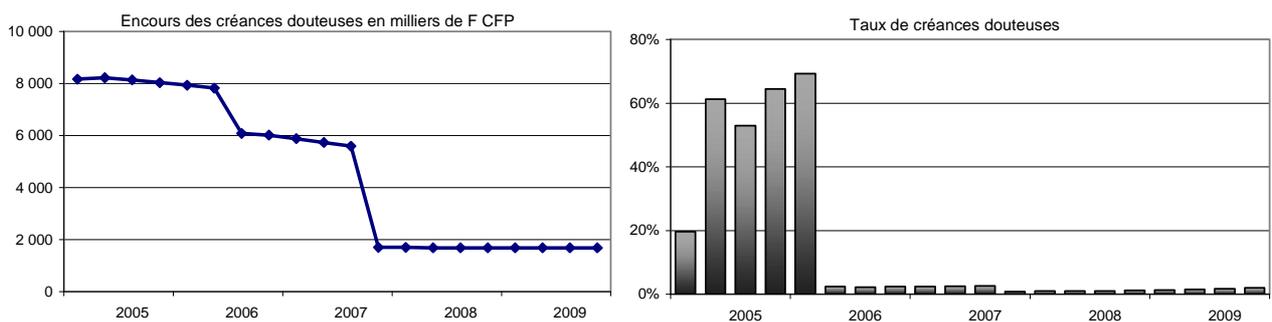
### Agriculture, élevage, pêche et aquaculture



### Industries

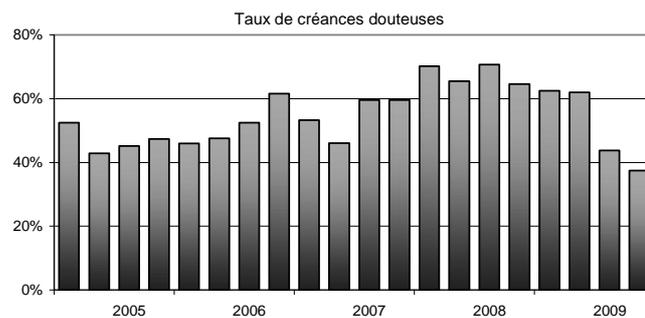


### Construction et BTP

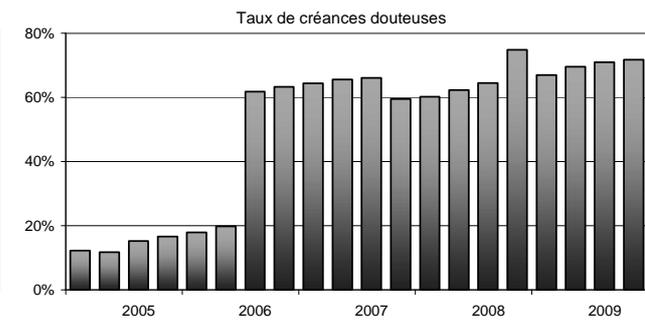


# Conjoncture financière et bancaire

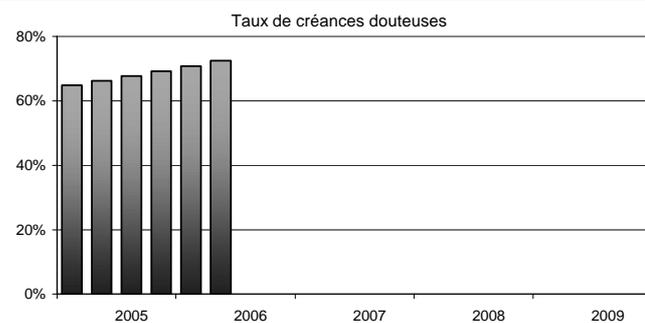
## Commerce



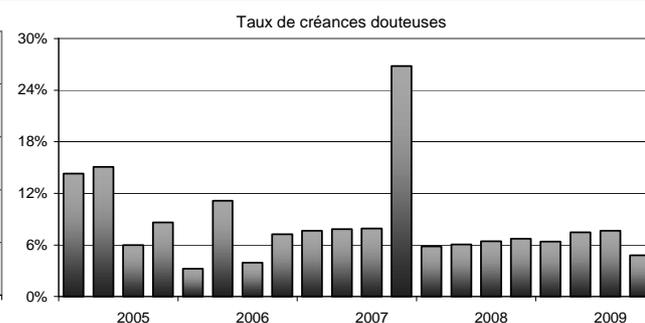
## Hôtels et restaurants



## Transport et communication



## Services

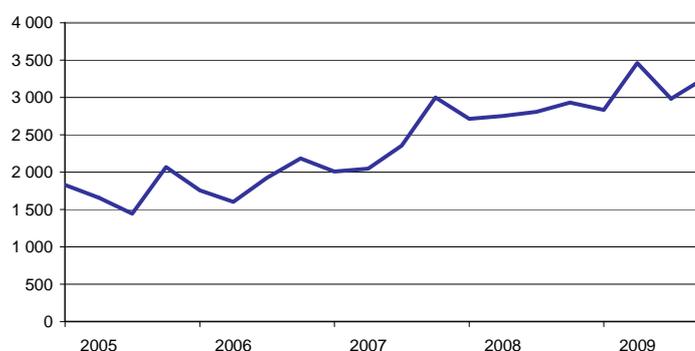


## 6. Le financement des crédits bancaires

### L'équilibre emplois-ressources

Equilibre emplois-ressources	Montants en millions de XPF								Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>3 407</b>	<b>3 544</b>	<b>4 510</b>	<b>4 492</b>	<b>4 439</b>	<b>5 107</b>	<b>4 642</b>	<b>4 757</b>	<b>2,5%</b>	<b>5,9%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	69	0	0		
Crédits bruts	1 264	1 263	1 417	1 457	1 494	1 441	1 502	1 362	-9,3%	-6,6%
Réserves obligatoires et libres	76	95	97	103	112	139	161	136	-15,4%	31,5%
Position extérieure nette des EC	2 067	2 186	2 996	2 931	2 833	3 458	2 979	3 260	9,4%	11,2%
<b>Ressources</b>	<b>3 407</b>	<b>3 544</b>	<b>4 510</b>	<b>4 492</b>	<b>4 439</b>	<b>5 107</b>	<b>4 642</b>	<b>4 757</b>	<b>2,5%</b>	<b>5,9%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	2 751	2 831	3 711	3 687	3 653	4 407	3 869	3 913	1,1%	6,1%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	654	682	695	696	696	700	728	714	-2,0%	2,6%
Excédent des opérations diverses des EC	2	30	105	108	90	0	45	130		
Réesc compte	0	0	0	0	0	0	0	0		
Position extérieure nette des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		

Position extérieure nette des EC (en millions de F. CFP)

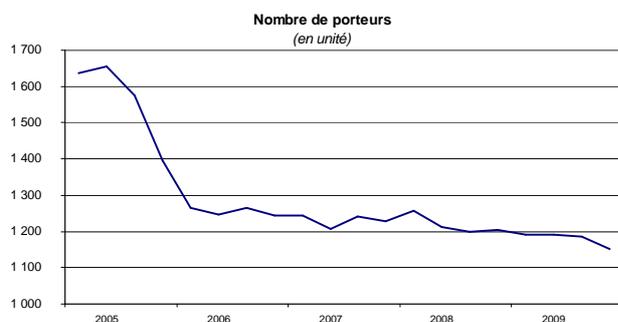


## 7. La monétique et les échanges de valeurs

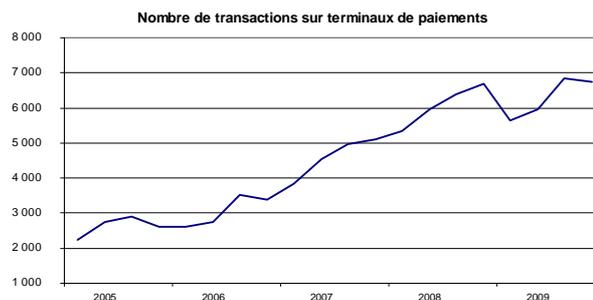
### 7.1 La monétique

Monétique									Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	1 trim	1 an
<b>Cartes bancaires</b>										
Crate bleue	1 394	1 245	1 229	1 203	1 192	1 192	1 186	1 151	-3,0%	-4,3%
Carte Jade	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cartes privatives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de cartes	1 394	1 245	1 229	1 203	1 192	1 192	1 186	1 151	-3,0%	-4,3%
<b>Terminal de paiements électronique</b>										
Nombre de TPE	26	27	28	30	32	32	32	33	3,1%	10,0%
Nombre de transactions	2 622	3 395	5 093	6 695	5 640	5 949	6 836	6 734	-1,5%	0,6%
Montants (milliers de XPF)	113 428	139 958	160 205	171 562	129 377	151 882	171 061	174 968	2,3%	2,0%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	43	41	31	26	23	26	25	26	3,8%	1,4%
<b>Machines de traitement mécanique</b>										
Nombre de MTM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre de transactions	-	2	-	2	1	40	7	2	-71,4%	0,0%
Montant (en milliers de XPF)	-	603	-	31	90	579	366	143	-60,9%	361,3%
Moyenne par transaction (milliers de XPF)	-	302	-	16	90	14	52	72	36,7%	361,3%
<b>Automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)</b>										
Nombre d'automates	1	1	1	1	1	1	1	1	0,0%	0,0%
Nombre de retraits	7 703	7 650	8 038	7 931	6 592	7 820	8 412	7 797	-7,3%	-1,7%
Montants (milliers de XPF)	97 228	101 911	112 313	116 193	89 567	113 308	128 529	122 488	-4,7%	5,4%
Moyenne par retrait (milliers de XPF)	13	13	14	15	14	14	15	16	0	0

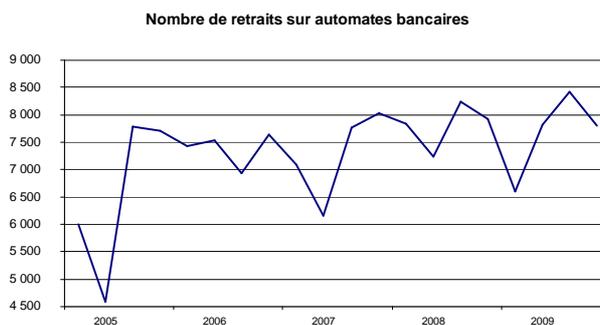
# Conjoncture financière et bancaire



Source: Etablissement de crédit



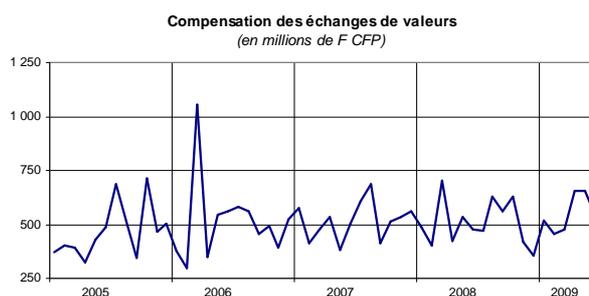
Source: Etablissement de crédit



Source: Etablissement de crédit

## 7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	déc-05	déc-06	déc-07	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	Variations	
									2 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>5 256</b>	<b>4 531</b>	<b>4 790</b>	<b>6 716</b>	<b>4 179</b>	<b>4 322</b>	<b>4 028</b>	<b>5 317</b>	<b>32,0%</b>	<b>-20,8%</b>
Chèques	2 734	2 100	2 077	3 912	1 884	1 858	2 116	3 013	42,4%	-23,0%
Virements	2 407	2 311	2 672	2 764	2 152	2 372	1 821	2 212	21,5%	-20,0%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	115	120	41	40	143	92	91	92	1,1%	130,0%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>502,1</b>	<b>524,8</b>	<b>560,2</b>	<b>629,4</b>	<b>516,0</b>	<b>657,2</b>	<b>540,5</b>	<b>534,0</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-15,2%</b>
Chèques	228,1	222,0	249,2	293,0	228,0	444,0	297,2	299,3	0,7%	2,1%
Virements	271,4	300,4	308,9	334,0	285,8	211,6	242,0	232,6	-3,9%	-30,4%
Effets	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	2,7	2,5	2,1	2,4	2,2	1,6	1,3	2,2	65,7%	-10,3%



Source: IEOM

## 8. Rappel des taux

### 8.1 Les taux d'intérêt légal

| Année        |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| 1997  | 1998  | 1999  | 2000  | 2001  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  | 2008  | 2009         |
| 3,87% | 3,36% | 3,47% | 2,74% | 4,26% | 4,26% | 3,29% | 2,27% | 2,05% | 2,11% | 2,95% | 3,99% | <b>3,79%</b> |

### 8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

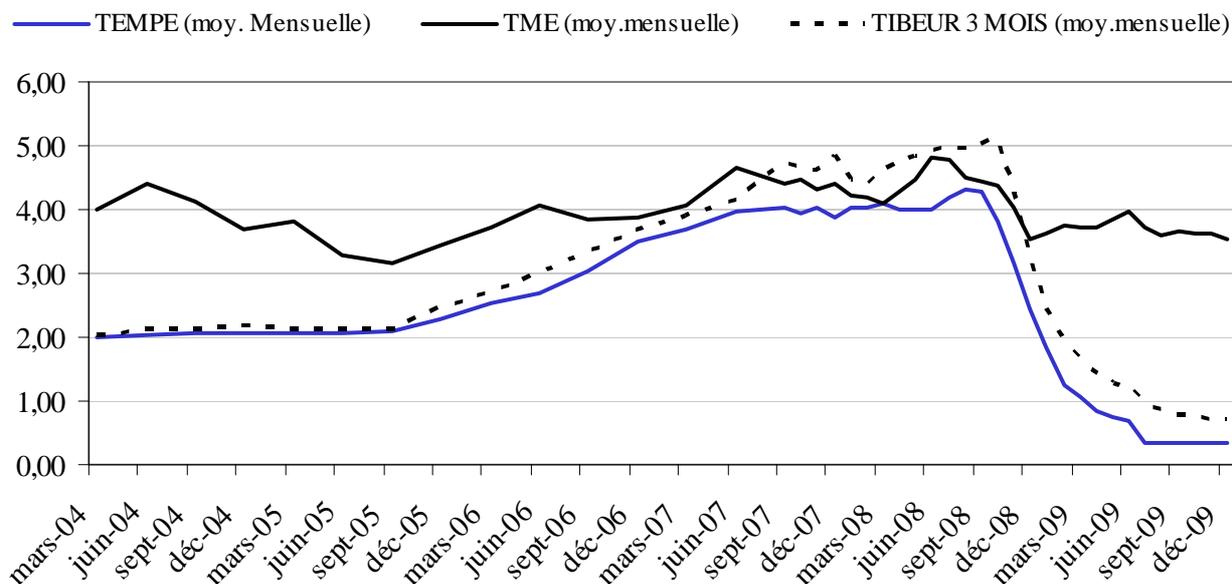
Taux de l'IEOM	1er Trim. 2009	2ème Trim. 2009	3ème Trim. 2009	4ème Trim. 2009
Taux de la facilité de dépôt	1,50% (6)	0,5% (9)	0,5% (12)	<b>0,5% (12)</b>
Taux de l'escompte de chèques	2,50% (8)	1,75% (10)	1,75% (12)	<b>1,75% (12)</b>
Taux de la facilité de prêt marginal	2,50% (8)	1,75% (10)	1,75% (12)	<b>1,75% (12)</b>
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	2,00% (7)	1,25% (9)	1,25% (12)	<b>1,25% (12)</b>
Taux plafond	4,75% (7)	4% (9)	4% (12)	<b>4% (12)</b>
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement- PBL	3,00%	3,00%	3,00%	<b>3,00%</b>
Taux plafond (taux SGFGAS)	6,25%-6,70% (5)	5,95% - 6,4 %	5,15 %-6,6 % (11)	<b>5,95 %-6,4 % (13)</b>

(1) à compter du 01/08/1996 (4) à compter du 01/10/2008 (7) à compter du 16/12/2008 (10) à compter du 19/05/2009 (13) à compter du 01/11/2009

(2) à compter du 10/10/2008 (5) à compter du 01/02/2009 (8) à compter du 11/03/2009 (11) à compter du 01/08/2009

(3) à compter du 10/12/2008 (6) à compter du 16/1/2009 (9) à compter du 19/05/2009 (12) à compter du 19/05/2009

### 8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'Etat à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

## Conjoncture financière et bancaire

### 8.4 Taux de l'usure

#### PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	1er Trim. 2009	2ème Trim. 2009	3ème Trim. 2009	4ème Trim. 2009
<b>Prêts immobiliers</b>				
- Prêts à taux fixe	7,80%	7,83%	7,01%	<b>6,72%</b>
- Prêts à taux variable	7,80%	7,93%	7,03%	<b>6,12%</b>
- Prêts à taux relais	7,72%	8,05%	7,03%	<b>6,59%</b>
<b>Autres prêts</b>				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	21,32%	21,36%	21,59%	<b>21,40%</b>
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	21,11%	20,92%	20,63%	<b>20,20%</b>
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	9,92%	10,04%	9,43%	<b>9,20%</b>

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en

#### PRÊTS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE,

Seuils de l'usure	1er Trim. 2009	2ème Trim. 2009	3ème Trim. 2009	4ème Trim. 2009
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,51%	11,69%	11,67%	<b>10,81%</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	9,04%	7,85%	6,43%	<b>5,83%</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,56%	8,07%	7,19%	<b>6,92%</b>
- Découverts en compte (2)	14,55%	14,13%	13,45%	<b>13,16%</b>
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	10,45%	8,05%	6,72%	<b>6,20%</b>

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

#### Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une

Seuils de l'usure	1er Trim. 2009	2ème Trim. 2009	3ème Trim. 2009	4ème Trim. 2009
- Découverts en compte (3)	14,17%	14,13%	13,45%	<b>13,16%</b>

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

#### **1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement**

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet dans la zone d'émission F CFP et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

Le Trésor est assimilé à un établissement local.

#### **2) Les actifs financiers**

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

#### **3) Les passifs financiers**

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont des banques commerciales calédoniennes (SGCB, BNC, BCI, BNPNC, CEPNC) et des Institutions Financières Spécialisées : AFD et BEI.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

## **Conjoncture financière et bancaire**

---

*Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.*

*Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.*

### **4) Service central des risques (SCR)**

*Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.*

*Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :*

<b>Secteurs</b>	<b>Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)</b>
<i>Agriculture, élevage et pêche</i>	<i>011A à 020B</i>
<i>Industrie</i>	<i>101Z à 372Z</i>
<i>Eau/Energie</i>	<i>401A à 410Z</i>
<i>BTP</i>	<i>451A à 454M</i>
<i>Commerce</i>	<i>501Z à 527H</i>
<i>Hôtellerie et restauration</i>	<i>551A à 555D</i>
<i>Transports et communications</i>	<i>601Z à 642D</i>
<i>Services</i>	<i>455Z, 651A à 671E, 701A à 748 A, 851 C à K, 852Z à 853K, 900A à G, 921A à J, 922 A à 970Z</i>
<i>Secteur non marchand</i>	<i>751A à 753C, 801Z à 803Z, 851A, 851L, 911A à 913E, 990Z</i>

Directeur de la publication : Y.BARROUX  
Responsable de la rédaction : M. Raymond COFFRE  
Editeur : IEOM  
Achevé d'imprimer : mars 2010  
Dépôt légal : mars 2010- n° ISSN : 0296-3108

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
**AGENCE DE WALLIS ET FUTUNA**  
BP G5 Mata'Utu 98600 UVEA  
Territoire des îles Wallis et Futuna  
Téléphone : (681)72 25 05 – Télécopie : 72 20 03  
e-mail : [agence@ieomwf.fr](mailto:agence@ieomwf.fr)  
Site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

## *Coordonnées du siège*



### **IEOM**

164, rue de Rivoli  
75001 PARIS  
Tél : (33) 1 53 44 41 41  
Fax : (33) 1 43 47 51 34  
E-mail : [contact@ieom.fr](mailto:contact@ieom.fr)



## *Coordonnées des agences*



### **Agence de la Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Tél. : (687) 27.58.22  
Fax : (687) 27.65.53



### **Agence de la Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
BP 583  
98713 Papeete RP

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)  
Tél. : (689) 50.65.00  
Fax : (689) 50.65.03



### **Agence de Wallis-et-Futuna**

BP G-5 - Mata'Utu  
98600 Uvea  
Wallis-et-Futuna

E-mail : [ieomwf@mail.wf](mailto:ieomwf@mail.wf)  
Tél. : (681) 72.25.05  
Fax : (681) 72.20.03